

VIVALIS

Société Anonyme

La Corbière

49450 Roussay

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2010

Cabinet Gérard CHESNEAU & Associés
34, rue du Carteron
49312 Cholet

Deloitte & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

VIVALIS

Société Anonyme

La Corbière
49450 Roussay

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société VIVALIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note 5.2.1 "Principes et méthodes comptables" des notes annexes aux comptes consolidés qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1er janvier 2010, de nouvelles normes et interprétations.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note 5.2.2 des notes annexes aux comptes consolidés, la direction du groupe VIVALIS est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses notamment concernant les frais de développement et la valeur des technologies acquises (note 5.2.5). Nos travaux ont consisté à apprécier notamment les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces jugements, à revoir, par sondages, les calculs effectués par le groupe et à vérifier que les notes annexes aux comptes consolidés donnent une information appropriée sur les hypothèses et les options retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Cholet et Neuilly-sur-Seine, le 25 mars 2011

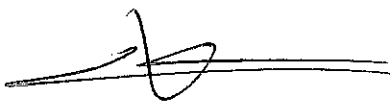
Les Commissaires aux Comptes

Cabinet Gérard CHESNEAU & Associés

Deloitte & Associés



Jean-Claude PIONNEAU



Christophe PERRAU

Vivalis

Comptes consolidés au 31 décembre 2010

1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Annexe Notes N°</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>
Goodwill	5.3.1	341	-
Immobilisations incorporelles	5.3.2	15 158	5 179
Immobilisations corporelles	5.3.3	13 085	8 726
Actifs financiers non courants	5.3.4	182	431
Autres actifs non courants	5.3.5	3 846	1 843
ACTIFS NON COURANTS		32 612	16 179
Stocks	5.3.6	595	387
Clients et comptes rattachés	5.3.7	480	651
Autres actifs courants	5.3.8	3 309	5 174
Actifs financiers courants	5.3.9	7 755	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.3.10	34 748	23 563
ACTIFS COURANTS		46 887	29 775
TOTAL ACTIF		79 499	45 954

Capital social		3 149	2 220
Primes d'émission		62 111	33 697
Report à nouveau et réserves		-13 010	-7 244
Résultat de l'exercice		-7 962	-6 144
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	5.3.11	44 288	22 529
Intérêts minoritaires		-	-
TOTAL CAPITAUX PROPRES		44 288	22 529
Provisions		17	-
Provisions pour engagements envers le personnel	5.3.12	81	46
Emprunts bancaires	5.3.13	5 541	5 361
Autres passifs non courants	5.3.14	16 648	11 019
PASSIFS NON COURANTS		22 287	16 426
Provisions		-	-
Emprunts bancaires	5.3.13	1 257	1 024
Fournisseurs et comptes rattachés	5.3.15	867	984
Dettes fiscales et sociales	5.3.16	1 496	1 284
Autres passifs courants	5.3.14	9 304	3 707
PASSIFS COURANTS		12 924	6 999
TOTAL PASSIF		79 499	45 954

2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Annexe Notes N°</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>
Prestations de recherche		1 674	735
Produits de licensing		3 167	2 361
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	5.4.1	4 841	3 096
Production stockée			
Production immobilisée	5.4.2	259	115
Subventions d'exploitation	5.4.3	1 176	2 289
Autres produits	5.4.4	2 119	1 138
PRODUITS OPERATIONNELS COURANTS		8 395	6 638
Achats de matières premières et autres approvisionnements		2 312	1 854
Variation de stocks		- 169	- 53
Autres achats et charges externes	5.4.5	4 655	3 571
Impôts, taxes et versements assimilés	5.4.6	227	118
Charges de personnel	5.4.7	6 923	5 598
Amortissements, provisions et pertes de valeur	5.4.8	2 586	1 577
Autres charges	5.4.9	278	268
CHARGES OPERATIONNELLES COURANTES		16 812	12 933
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		- 8 417	- 6 295
Produits opérationnels non courants			
Charges opérationnelles non courantes	5.3.1	- 636	
RESULTAT OPERATIONNEL		- 9 053	- 6 295
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		389	312
Coût de l'endettement financier brut		- 786	- 161
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		- 397	151
RESULTAT AVANT IMPOT		- 9 450	- 6 144
Impôts sur les bénéfices	5.4.10	1 488	
RESULTAT NET		- 7 962	- 6 144
Résultat net par action de base (en euro)	5.4.11	-0.35	-0.42
Résultat net par action dilué (en euro)	5.4.11	-0.35	-0.42
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres <i>(en milliers d'euros)</i>		31/12/2010	31/12/2009
Résultat net		-7 962	-6 144
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-7 962	-6 144

3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)

Tableau de flux de trésorerie	Annexe Note N°	2010	2009
<i>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles:</i>			
Résultat net		-7 962	-6 144
<i>Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers</i>			
Dotations d'exploitation	5.4.8/5.3.12	2 722	1 593
Reprises d'exploitation	5.4.8/5.3.12	-101	0
Charge fondée sur des actions	5.4.12	588	936
Transfert de charges sur actifs immobilisé	5.4.2	-259	-115
Quote part de subvention versée au résultat	5.3.14	-183	170
Coût endettement financier net		397	69
Autres opérations sans incidence sur trésorerie		-719	
Plus et Moins value cession sur immobilisations		38	2
<i>Variation des autres actifs / Passifs</i>			
Stocks		-91	-53
Créances clients et comptes rattachés		228	690
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		-180	-33
Autres actifs non courants		-2 226	-1 375
Autres actifs courants		1 149	-497
Dettes fiscales et sociales		163	384
Autres passifs non courants		-67	4 283
Autres passifs courants (hors dettes sur immos)		3 025	1 098
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers		-3 478	1 008
Intérêts reçus/payés		24	-69
Impôts sur les bénéfices payés		0	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation		-3 454	939
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement:</i>			
Acquisition d'immobilisations incorporelles (hors Humalys)	5.3.2	-61	-30
Acquisition d'immobilisations corporelles	5.3.3	-5 504	-3 792
Acquisition d'immobilisations financières	5.3.4	-19	-316
Acquisition entité Humalys nette de trésorerie reçue	5.3.1	-2 900	
Variation du BFR sur immobilisations	5.3.14	-175	323
Cession d'immobilisations		33	
Flux généré par investissements		-8 626	-3 815
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement:</i>			
Nouveaux emprunts	5.3.13	1500	2 500
Remboursement emprunts	5.3.13	-1091	-729
Variation des autres actifs financiers	5.3.9	-7 755	4 013
Avances conditionnées reçues (remboursées) (*)		805	1 017
Subventions d'investissements reçues (*)		463	600
Autres		0	294
Augmentation de capital	4	29 343	27
Flux de trésorerie issus des opérations financières		23 265	7 722
Variation nette de trésorerie		11 185	4 846
Trésorerie, équivalent et VMP à l'ouverture		23 563	18 717
Trésorerie, équivalent et VMP à la clôture		34 748	23 563
Variation nette de trésorerie		11 185	4 846

*Pour une meilleure compréhension des flux de trésorerie, les subventions d'investissements et avances conditionnées figurent pour les montants encaissés en flux de trésorerie, les autres montants, parts courantes et non courantes sont détaillés en notes 5.3.5, 5.3.5, et 5.3.14.

4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

a. Evolution du poste du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010

	Capital	Prime d'émission	Réserves et report à nouveau	Résultat	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Situation au 1er janvier 2010	2 220	33 697	-7 244	-6 144	22 529	0	22 529
Augmentation de capital	929	28 414			29 343		29 343
Affectation du résultat			-6 144	6 144	0		0
Actions propres			-210		-210		-210
Paie ment sur base d'actions			588		588		588
Résultat de l'exercice				-7 962	-7 962		-7 962
Situation au 31 décembre 2010	3 149	62 111	-13 010	-7 962	44 288	0	44 288

b. Evolution du poste du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009

	Capital	Prime d'émission	Réserves et report à nouveau	Résultat	Total
Situation au 1er janvier 2009	2 192	33 698	-6 085	-2 389	27 416
Augmentation de capital	28	-1			27
Affectation du résultat			-2 389	2 389	0
Actions propres			294		294
Paie ment sur base d'actions			936		936
Résultat de l'exercice				-6 144	-6 144
Situation au 31 décembre 2009	2 220	33 697	-7 244	-6 144	22 529

5. NOTES ANNEXES

Remarques liminaires :

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

La Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance Vivalis a son siège social à la Corbière, 49450 ROUSSAY.

Jusqu'au 7 janvier 2010, la société Vivalis ne détenait aucune filiale ni participation. Suite à l'acquisition de la société Humalys décrite ci-après, les comptes consolidés comprennent dorénavant les sociétés Vivalis et Humalys (le Groupe).

Au 31 décembre 2009, la société avait publié volontairement des comptes établis selon les normes IFRS

Les comptes consolidés de Vivalis au 31 décembre 2010 sont établis conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international IFRS (*International Financial Reporting Standard*) tel qu'adopté par l'Union Européenne.

La date d'arrêté des comptes consolidés est fixée au 31 décembre de chaque année. Les comptes individuels incorporés dans les comptes consolidés sont établis à la date de clôture des comptes consolidés, soit le 31 décembre, et concernent la même période.

Les comptes consolidés de la Société Vivalis ont été arrêtés 21 mars 2011 par le Directoire.

La Société Vivalis est consolidée par le Groupe Grimaud La Corbière S.A.

5.1. Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice

A. Acquisition de la plate-forme Humalex® et signature d'une première licence commerciale avec la société Sanofi Pasteur

La société Vivalis a acquis 100% des actions de la société Humalys le 7 janvier 2010. Humalys est une société lyonnaise qui a été créée en 2007 et compte une dizaine de salariés.

Cette société, créée par cinq fondateurs ayant une longue expérience dans le domaine de l'immunologie, a construit un savoir faire unique qui lui permet d'identifier à partir de donneurs humains des anticorps d'intérêt contre une pathologie donnée. Ce savoir-faire, la technologie Humalex®, permet à partir des lymphocytes B humains de découvrir des anticorps totalement humains.

Cette acquisition vient compléter les technologies déjà développées par Vivalis et lui permet d'offrir une offre intégrée de la découverte de nouveaux anticorps à la production de lots pré-cliniques et cliniques.

La société Vivalis a acquis la totalité du capital de la société Humalys® pour un prix fixe de 10,4 millions d'euros qui sera versé aux actionnaires de la société Humalys en plusieurs versements dont 3,6 millions d'euros ont été payés en janvier 2010. De plus, Vivalis versera aux actionnaires vendeurs d'Humalys® un complément de prix d'un montant maximum de 15 millions d'euros sur 15 ans sur les paiements reçus suite à la commercialisation de la technologie d'Humalex® auprès de tiers.

Cette acquisition a été suivie dès mai 2010 par la signature d'un accord de collaboration et de licence commerciale avec la société sanofi-pasteur pour la recherche et le développement d'anticorps monoclonaux entièrement humains contre plusieurs maladies infectieuses. Cet accord confirme ainsi l'intérêt de la plate-forme Humalex®.

Les termes financiers de cet accord prévoient un paiement initial de 3 millions d'euros puis des paiements échelonnés au cours du développement jusqu'à 35 millions d'euros par maladie infectieuse ainsi que des redevances associées aux ventes de produits. De plus, Sanofi Pasteur financera les activités de recherche en collaboration avec la société Humalys.

B. Augmentation de capital de 30 millions d'euros.

La société Vivalis a réalisé une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription le 2 juillet 2010 sur visa de l'AMF de son prospectus le 1 juillet 2010. L'objectif de cette augmentation de capital est de financer la découverte et le développement de produits propriétaires (anticorps monoclonaux) et de permettre au groupe d'industrialiser la technologie Humalex®.

La société Vivalis a effectué avec succès cette augmentation de capital à hauteur de 30 millions d'euros. Le règlement livraison a eu lieu le 28 juillet 2010.

A l'issue de cette opération, les actions au porteur représentent 39,30% du capital et le Groupe Grimaud demeure l'actionnaire majoritaire de la société Vivalis à hauteur de 51,9%. En effet, cette augmentation de capital suit l'investissement du Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) dans le capital du Groupe Grimaud à hauteur de 40 millions d'euros.

C. Autorisation accordée par les autorités sanitaires américaines pour initier des essais cliniques de Phase 1 pour un vaccin humain produit sur la lignée EB66®.

Le 24 novembre 2010, les autorités sanitaires américaines, la Food and Drug Administration (FDA), ont autorisé le laboratoire GlaxoSmithKline (GSK) à initier des essais cliniques de Phase 1 pour un vaccin humain contre la grippe produit sur la lignée cellulaire EB66®. Cet essai clinique de Phase 1 sera le premier essai clinique sur l'homme pour un produit fabriqué en utilisant la lignée cellulaire EB66®.

Cette autorisation constitue l'atteinte d'un jalon majeur dans le cadre de l'accord signé avec GSK, qui s'est concrétisé par le versement d'un paiement d'étape.

D. Finalisation de la construction du nouveau laboratoire dédié à la recherche et au développement.

La société Vivalis a achevé la construction de son nouveau laboratoire R&D à Saint Herblain. Les équipes se sont progressivement installées dans ces nouveaux locaux en juin 2010.

Ce nouveau bâtiment est dédié à la recherche et au développement, et a permis de regrouper l'ensemble des équipes R&D, ainsi que les équipes administratives, sur un seul bâtiment. Ce bâtiment a une surface de 3.300m². Le coût de la construction (infrastructure) de ce laboratoire s'élève aujourd'hui à 5,9 millions d'euros, auquel il faut rajouter 0,8 million d'euros pour les équipements nouveaux.

La construction a été financée par prêts bancaires à hauteur de 2,5 millions d'euros en décembre 2009, par autofinancement (1,6 millions d'euros) et par des aides des collectivités locales, départementales, régionales, ainsi que par l'Etat via une prime d'aménagement du territoire (2,4 millions d'euros).

E. Contrats significatifs

Au cours de l'exercice 2010, le groupe a signé une licence de recherche et des licences commerciales dans le domaine des vaccins vétérinaires.

Par ailleurs, suite à l'acquisition de la technologie Humalex®, la société a signé son premier accord de collaboration et de licence commerciale avec Sanofi Pasteur, pour la recherche et le développement d'anticorps monoclonaux entièrement humains contre plusieurs maladies infectieuses.

F. Situation fiscale

Il est à noter enfin que la société Vivalis est soumise à un contrôle fiscal depuis septembre 2010, portant sur les exercices 2007 à 2009. A ce jour, aucune notification significative n'a été émise par l'Administration fiscale.

Par ailleurs, dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine de sa filiale Humalys décidée par la société le 22 novembre 2010 et ayant eu effet au 3 janvier 2011, cette opération de fusion s'est effectuée avec une rétroactivité fiscale à la date du premier jour de l'exercice fiscal ayant enregistré la décision de dissolution sans liquidation, à savoir le 1^{er} janvier 2010.

5.2. Principes et méthodes comptables et déclaration de conformité

5.2.1. Base de préparation des états financiers

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Les comptes consolidés de l'exercice 2010 de la Société Vivalis S.A. sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tels qu'approuvé par l'Union européenne à la date de préparation de ces états financiers. Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne diffère sur certains aspects du référentiel IFRS publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) à l'exception des textes en vigueur dans le référentiel IFRS mais non encore adoptés dans l'Union Européenne.

Les méthodes comptables sont identiques à celles de l'exercice précédent à l'exception des normes et interprétations adoptées dans l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010.

- ▶ IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels (amendée)
- ▶ IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises »

Autres normes et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2010

Les autres amendements de normes et les interprétations qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2010 ne trouvent pas à s'appliquer dans le Groupe ou n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés établis au 31 décembre 2010 :

- ▶ IAS 39 amendée – Expositions éligibles à la comptabilité de couverture,
- ▶ IFRS 1 – Première adoption des IFRS (révisée)
- ▶ IFRS 2 amendée – Comptabilisation des plans dénoués en trésorerie au sein d'un groupe,
- ▶ IFRIC 12 – Concessions
- ▶ IFRIC 15 – Accords pour la construction d'un bien immobilier
- ▶ IFRIC 16 – Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger
- ▶ IFRIC 17 – Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires
- ▶ IFRIC 18 – Transferts d'actifs des clients
- ▶ Les autres amendements de la procédure annuelle d'amélioration des normes publiés en mai 2008 et avril 2009

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2010.

Ces nouveaux textes ne devraient pas avoir d'impacts significatifs sur les états financiers de la Société.

Rappel des options de première adoption des normes IFRS retenues par la Société

Dans le cadre de la première adoption en 2005, les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 31 décembre 2005 ont été appliquées avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2004 conformément aux dispositions prévues par la norme IFRS 1, à l'exception de certaines exemptions prévues par la norme :

Regroupements d'entreprises : La Société n'a réalisé aucun regroupement d'entreprises antérieurement au 1^{er} janvier 2004. L'exemption offerte par la norme IFRS 1 de ne pas retraiter rétrospectivement les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 est donc non applicable pour la Société ;

Immobilisations corporelles : la Société a choisi de ne pas réévaluer à leur juste valeur les immobilisations corporelles dans le bilan établi au 1^{er} janvier 2004 ;

Conversion des opérations en monnaies étrangères : La Société n'ayant pas de filiale de surcroît située hors zone euro, l'option offerte par la norme IFRS 1 de réintégrer les réserves de conversion cumulées antérieurement au 1^{er} janvier 2004 dans les réserves est donc non applicable pour la Société ;

Avantages du personnel : la Société a comptabilisé pour la première fois les indemnités de départ à la retraite au bilan au 1^{er} janvier 2004. La possibilité offerte par la norme IFRS 1 de comptabiliser ou non l'ensemble des écarts actuariels cumulés à la date de transition en contrepartie des capitaux propres d'ouverture est donc non applicable à la Société ;

Paiements sur la base d'actions : conformément au choix laissé par la norme IFRS 2, pour les plans réglés en actions, la Société a choisi de n'appliquer cette norme qu'aux plans émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005 ;

Instruments financiers : bien que le régulateur ait offert la possibilité aux émetteurs de n'appliquer les normes IAS 32 et IAS 39 qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, la Société a appliqué ces dernières à compter du 1^{er} janvier 2004.

Méthode de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Vivalis SA et d'Humalys SAS, filiale détenue à 100% et dont le siège social se trouve à Lyon (France). Cette dernière est consolidée par intégration globale.

Les soldes et opérations réciproques entre les sociétés du Groupe ont été éliminés, ainsi que les résultats internes compris dans les éléments d'actifs.

5.2.2. Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières, la direction de la Société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction de la Société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la Direction du Groupe portent notamment sur l'évaluation des autres immobilisations incorporelles (durée d'amortissement des frais de développement et des technologies acquises), des autres passifs pour les dettes vendeurs sur les compléments de prix, ainsi que sur la reconnaissance du revenu (pour les produits de licensing, étalement sur la durée de développement attendue ; pour les produits de subvention, évaluation en fonction des coûts engagés par rapport au budget).

5.2.4. Informations sectorielles

Suite à l'acquisition en 2010 de la société Humalys et à sa plate-forme technologique, la société Vivalis a identifié les 3 secteurs opérationnels suivants pour analyser son activité et ses résultats :

- Plate-forme de développement sur lignée cellulaire EB66,
- Plate-forme de développement 3DScreen,
- Plate-forme de développement Humalex.

De ce fait, l'application d'IFRS 8 en 2010 a eu pour conséquence de compléter la présentation de l'information financière. L'information correspondante de 2009 ne concernant que 2 des 3 secteurs et n'étant pas significative, n'a pas été retraitée. L'information sectorielle est présentée en note 5.4.13.

5.2.4. Conversion des créances, dettes, transactions et flux libellés en monnaies étrangères

Les créances et dettes libellées en devises sont, dans un premier temps, converties sur la base des cours de change effectifs au moment des transactions. Ils sont ensuite réévalués en fonction des taux en vigueur à la date de clôture. Les différences de change résultant de cette réévaluation sont constatées au compte de résultat. Les transactions en devises, quant à elles, restent converties aux taux en vigueur à la date de leur réalisation. Il en va de même des flux de trésorerie.

5.2.5. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Lorsque leur durée d'utilité est définie, les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par la Société. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Lorsque leur durée d'utilité est indéfinie, les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur (voir note « Dépréciation d'actifs »).

Frais de recherche et de développement :

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement répondant aux critères définis par IAS 38 sont activés : faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet, intention de la Société d'achever le projet, capacité à utiliser l'actif, probabilité d'avantages économiques futurs attendus de l'actif, disponibilité des ressources et évaluation fiable des dépenses de développement.

Dès lors que l'ensemble de ces conditions n'est pas rempli, les frais de développement sont comptabilisés en charges. Lorsqu'un projet pour lesquels les coûts de développement ont été inscrits à l'actif du bilan ne répond plus à l'un des critères définis précédemment, l'actif est annulé.

Les frais de développement enregistrés à l'actif comprennent le coût du personnel (salaires et charges sociales) affecté aux projets de développement, le coût des matières premières et des services, les prestations externes ainsi que l'amortissement des immobilisations.

Pour les frais de développement portés à l'actif, leur amortissement commence au début de l'exploitation commerciale des produits issus de ces travaux de développement. Cet amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité des projets.

Au cours du premier semestre 2009, la société a procédé à une revue de la durée d'utilité des frais de développement; compte tenu:

- du succès de la commercialisation de la technologie EB66, avec la multiplication des contrats de licences dans le domaine de la production de protéines et de vaccins, sur des durées longues,
- du franchissement de nouvelles étapes techniques de la technologie EB66, auprès des partenaires, permettant à la société VIVALIS de facturer de nouveaux milestones plus significatifs,
- du dépôt du dossier règlementaire (BMF) auprès de la FDA américaine, qui concrétise la caractérisation et la qualification de la lignée EB66, et qui protège la propriété de cette technologie.

La société a décidé d'amortir sur 10 ans les frais de développement à partir du 1er janvier 2009, contre 5 ans auparavant. Ce changement d'estimation ne concerne que les frais de développement relatifs à la technologie EB66, les coûts relatifs à la plateforme 3D Screen demeurant amortis sur 5 ans.

Valeur des technologies acquises :

La technologie Humalex®, a été évaluée sur la base des cash flows futurs, estimés à partir des revenus futurs attendus de cette plateforme et des coûts opérationnels de l'entité exploitant la plateforme.

Les revenus futurs attendus évalués sur la base d'accord commerciaux potentiels ont pris en compte les principales hypothèses suivantes :

- des probabilités à la date d'acquisition de signature des accords commerciaux identifiés,
- des probabilités de progression et de durée de ces projets, pour chaque étape de développement d'un anticorps thérapeutique, telle que généralement admises dans le secteur. La probabilité pour une cible d'aboutir à une mise sur le marché est évaluée à 22%, sur une période globale de 13 ans (3 ans pour atteindre la phase clinique et 10 ans pour obtenir la première Autorisation de Mise sur le Marché).
- un taux d'actualisation des flux de trésorerie de 8% correspondant à un taux sans risque de 4% et une prime de risque de marché de 4% (source : étude sectorielle Santé/Médical Gilbert Dupont, avril 2010).

La technologie Humalex® acquise fait l'objet d'un amortissement selon le mode linéaire sur une durée de 15 ans, correspondant à l'estimation de sa durée d'utilité ainsi qu'à la période pendant laquelle la société Vivalis versera des compléments de prix relatifs à la commercialisation de cette technologie auprès de tiers.

5.2.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, leur coût de production diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant comptabilisés comme un actif séparé, s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront à la Société et que le coût de l'actif peut être mesuré de manière fiable.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs. Aucune valeur résiduelle n'est prise en compte dans la base amortissable des immobilisations corporelles à leur date d'acquisition, la Société prévoyant de les utiliser sur leur durée de vie. Cependant, la valeur résiduelle et la durée d'utilité des immobilisations corporelles sont revues annuellement par la Société et les modifications éventuelles sont prises en compte dans le calcul de la base amortissable des immobilisations corporelles.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Constructions :
 - Bâtiments :
 - Structure : 25 ans
 - Couverture : 25 ans
 - Bardage : 25 ans
 - Menuiseries extérieures : 20 ans
 - Cloisons intérieures : 20 ans
 - Installations générales :
 - Réseaux fluides et énergie : 10 à 15 ans
 - Traitement de l'air : 10 ans
 - Ventilation et climatisation : 10 ans
 - Constructions sur sol d'autrui : 8 à 10 ans
- Terrains :
 - Agencements, aménagement terrains : 10 ans
 - Plantations : 10 ans
- Matériel et outillage industriel : 4 à 10 ans
- Matériel de transport : 4 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 10 ans
- Mobilier : 4 à 10 ans

5.2.7. Coûts d'emprunt

La norme IAS23 révisée, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009, impose désormais l'incorporation des coûts d'emprunts directement attribuables à la construction d'un actif. Les emprunts pour la construction du nouveau bâtiment ayant été contracté fin décembre 2009, l'incidence de cette norme s'est avérée non

significative au 31 décembre 2009. Au 31 décembre 2010, cette norme a donc trouvé à s'appliquer sur les comptes consolidés.

5.2.8. Contrats de location

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer à la Société la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. A ce jour la Société n'a pas souscrit de contrat de location de cette nature.

Les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat de location-financement sont enregistrées comme des contrats de location opérationnelle, et seuls les loyers sont enregistrés en résultat.

5.2.9. Dépréciation d'actifs

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation des actifs », au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Les tests annuels sont effectués au cours du quatrième trimestre.

Les autres actifs immobilisés sont également soumis à un test de perte de valeur chaque fois que les événements, ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, la Société considère les indices externes et internes suivants :

- Indices externes :
 - Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;
 - Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu, (par exemple l'arrivée d'une technologie concurrente avérée, du retard dans les développements d'industrialisation d'une technologie acquise à un stade précoce) ;
 - Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénale et/ou d'usage de l'actif.
- Indices internes :
 - Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
 - Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
 - Des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
 - Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la Société.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou groupe d'actifs) et de sa sortie in fine. La juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou groupe d'actifs), dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts directement liés à la cession.

5.2.10. Actifs financiers

Les actifs financiers, hors trésorerie sont classés suivant l'une des quatre catégories suivantes :

- actifs détenus à des fins de transactions;
- prêts et créances ;
- actifs détenus jusqu'à l'échéance ;
- actifs disponibles à la vente.

La Société détermine la classification des actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale, en fonction de l'intention suivant laquelle ils ont été acquis.

La Société n'a contracté aucun instrument financier dérivé sur l'ensemble des périodes présentées.

Actifs détenus à des fins de transaction :

Ce sont des actifs financiers négociés afin d'être revendus à très court terme, détenus à des fins de réalisation d'un profit à court terme, ou bien encore volontairement classés dans cette catégorie. Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de juste valeur en résultat. Ils sont classés parmi les actifs courants.

Prêts et créances :

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants hormis ceux dont l'échéance est supérieure à 12 mois après la date de clôture.

Les prêts et créances accordés sont évalués selon la méthode du coût historique (coût amorti - taux d'intérêt effectif). Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, majoré des intérêts courus. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs et au minimum à chaque arrêté comptable. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Les actifs détenus jusqu'à l'échéance sont des actifs financiers que la Société a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Actifs disponibles à la vente :

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui ne font pas partie des catégories précitées. Ils sont inclus dans les actifs non courants sauf si la Direction estime les vendre dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Les plus ou moins value latentes constatées sont comptabilisées dans les capitaux propres jusqu'à leur cession, à l'exception des pertes de valeur qui sont enregistrées en résultat lors de leur détermination.

Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur (par exemple baisse significative ou durable de la juste valeur en dessous du coût d'acquisition). Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Cette catégorie comprend principalement les dépôts et cautionnements versés aux bailleurs pour la location des locaux ainsi qu'un contrat de liquidité conclu lors de l'introduction en bourse de la Société en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres.

5.2.11. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas du prix de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le prix de revient des stocks est calculé selon la méthode du prix unitaire moyen pondéré. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé, diminué des coûts nécessaires à la vente.

5.2.12. Autres actifs financiers courants

Il s'agit de titres détenus à des fins de transaction à court terme ne satisfaisant pas aux critères de classement en équivalents de trésorerie (selon IAS 7) mais conservant néanmoins une faible volatilité. Ces actifs financiers sont

évalués à la juste valeur (valeur de marché) à la date de clôture et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

5.2.13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Les équivalents de trésorerie comprennent les OPCVM, les dépôts à terme et les BMTN, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme (d'une durée inférieure à 3 mois) et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts. Les équivalents de trésorerie sont classés en "Actifs détenus à des fins de transactions". Ils sont évalués à la juste valeur et leurs variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Compte tenu de la nature de ces actifs, leur juste valeur est en général proche de leur valeur nette comptable.

5.2.14. Plans de souscription et d'achat d'actions

Des options de souscription d'actions (plans de stock-options) et des Bons de Souscription d'Actions sont accordées aux dirigeants et à certains salariés de la Société. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions », ces options et bons sont évalués à leur juste valeur à la date d'octroi. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel, linéairement sur la période d'acquisition des droits (période entre la date d'octroi et la date de maturité du plan) avec une contrepartie directe en capitaux propres.

A chaque date de clôture la Société réexamine le nombre d'options et de bons susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, l'impact de la révision des estimations est comptabilisé au compte de résultat en contrepartie d'un ajustement dans les capitaux propres.

Seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis au 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés selon les principes de la norme IFRS 2.

5.2.15. Engagements envers les salariés

Les salariés de la Société peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées une fois par an en interne, selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement les hypothèses suivantes :

- un taux d'actualisation,
- un taux d'augmentation de salaires, et
- un taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles sont reconnus directement en résultat.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, la Société comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont exigibles, la Société n'étant pas engagée au-delà des cotisations versées.

5.2.16. Subventions d'exploitation

Les subventions sont enregistrées lors de la signature des contrats. Elles sont enregistrées en « Autres passifs non courant » et en « Autres passifs courants » selon leur échéance. Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits d'exploitation dans la rubrique « subventions d'exploitation » au même rythme que les charges financées par ces subventions.

5.2.17. Avances conditionnées

Les avances conditionnées sont enregistrées en « Autres passifs non courant » et en « Autres passifs courants » selon leur échéance. En cas de constat d'échec prononcé, l'abandon de créance consenti est enregistré en « Autres produits d'exploitation » en cas d'octroi pour le financement de projets inscrits à l'actif du bilan en « Frais de développement », et en « Subventions d'exploitation » en cas d'octroi pour des projets de recherche ou de développements non inscrits à l'actif du bilan.

Ces avances ont été comptabilisées conformément à IAS 20 : s'agissant d'avances financières, consenties à des taux d'intérêts inférieurs au taux du marché, ces avances sont évaluées selon IAS39, si les impacts sont significatifs.

5.2.18. Provisions

Des provisions pour risques et charges sont constituées, lorsque la Société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont actualisées. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actualisée reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en charges financières.

5.2.19. Passifs financiers

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur. Ils sont ensuite comptabilisés selon la méthode du coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif. En application de ce principe, les primes de remboursement ou d'émission éventuelles sont portées dans la rubrique du bilan correspondant à ces emprunts et amorties en résultat financier sur la durée de vie des emprunts.

Le crédit vendeur est évalué à sa juste valeur prenant en compte la meilleure estimation du complément de prix, fondée sur les revenus attendus générés par la plateforme de la technologie Humalex® acquise, et un taux d'actualisation applicable tant au complément de prix, qu'au prix garanti dont le paiement est étalé jusqu' 'en 2013. La charge de désactualisation de la dette est constatée en résultat financier de la période.

5.2.20. Chiffre d'affaires

Le savoir-faire et la propriété intellectuelle du Groupe sont principalement exploités dans trois domaines :

- la fabrication de vaccins. Vivalis propose des licences de recherche et des licences commerciales de ses lignées cellulaires EB66® à des Sociétés de biotechnologie et à l'industrie pharmaceutique pour la production de vaccins viraux ;
- la mise au point de systèmes de production (« d'expression ») de protéines thérapeutiques recombinantes et d'anticorps monoclonaux. Vivalis collabore avec des entreprises de biotechnologie du secteur et leur propose des licences de recherche sur ses lignées cellulaires embryonnaires souches EB66® pour la production de protéines recombinantes ;
- la découverte d'anticorps au travers de la plateforme technologique Humalex,
- la construction d'un portefeuille de produits dans les vaccins, les anticorps et les molécules antivirales identifiées au moyen de sa plateforme 3D-Screen.

Le chiffre d'affaires réalisé par Vivalis correspond :

- aux prestations de recherche réalisées pour le compte de clients dans le cadre d'accords commerciaux mentionnés ci avant ;
- au droit d'utilisation de « matériel » biologique, notamment à des fins de tests par les clients avant signature de contrats de licences.

Pour les prestations de recherche, le chiffre d'affaires est reconnu en fonction de la réalisation des prestations prévues contractuellement. Le chiffre d'affaires au titre des ventes de droit d'utilisation de « matériel » biologique est reconnu lors de la livraison aux clients.

Les éventuels rabais, remises, ristournes consentis aux clients sont comptabilisés simultanément à la reconnaissance des ventes. Ils sont classés en réduction du chiffre d'affaires.

5.2.21. Autres produits

Les autres produits comprennent pour l'essentiel :

- des rémunérations forfaitaires au titre de concessions de licence,
- des royalties.

Les produits perçus d'avance (« upfront payments ») sont étalés sur la période pendant laquelle demeure une obligation de prestation. En ce qui concerne les paiements fonction de l'atteinte de certains objectifs (« milestone payments »), l'enregistrement des produits est, en règle générale, étalé sur la durée de développement.

Les royalties sont enregistrées en produit en fonction des chiffres d'affaires réalisés sur la période par les partenaires.

5.2.22. Impôts

La rubrique « charge d'impôt » inclut l'impôt exigible au titre de la période après déduction des éventuels produits ou charges d'impôts différés.

Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt. Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise. Toutefois, en 2009, les entreprises ont pu demander le remboursement anticipé des créances de crédit impôt recherche non utilisées et relatives aux crédits calculés au titre des années 2005 à 2007, ainsi que le remboursement du crédit au titre de 2008. Cette mesure a été renouvelée pour 2010, au titre du CIR 2009.

Les crédits d'impôt recherche sont traités comme des subventions au sens de la norme IAS 20. En conséquence, la part du crédit impôt recherche couvrant des charges d'exploitation est enregistrée au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits » et celle couvrant des dépenses de développement comptabilisées en « Immobilisations incorporelles » est comptabilisée en diminution des actifs concernés.

Impôts différés :

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs, et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les différences sont temporelles lorsqu'elles doivent s'inverser dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé, généré par des pertes fiscales, est comptabilisé dès lors qu'il existe des éléments probants et convaincants qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible. Pour 2010, un actif d'impôt différé a été comptabilisé pour neutraliser l'impôt différé passif généré par l'écart d'évaluation affecté à la valeur de la technologie Humalex acquise. Compte tenu de la Transmission Universelle de Patrimoine de la société Humalys avec effet rétroactif fiscal au 1^{er} janvier 2010, les impôts différés actifs et passifs ont été compensés dans la mesure où ils ne concernent qu'une seule entité fiscale.

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts », les actifs et passifs d'impôt ne sont pas actualisés.

5.2.23. Résultats par action

Le résultat net de base par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social, corrigées, le cas échéant, des détentions par la Société de ses propres actions.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre d'actions ordinaires en circulation majoré de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

5.3. NOTES AU BILAN

5.3.1 – Goodwill

Le goodwill comptabilisé au 31/12/2010 correspond exclusivement à l'acquisition de la société Humalys.

a - Valorisation du goodwill

	A la date d'acquisition	Au 31 décembre 2010	Charge de désactualisation	Ecart de valorisation
Prix garanti - valeur brute	10 439	10 439		
Prix garanti - valeur actualisée	9 486	9 940	-454	
Complément de prix - valeur brute		2 245		
Complément de prix - valeur actualisée	1 609	2 374	-129	-636
Prix d'acquisition - valeur actualisée	11 095	12 314	-583	-636
Estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis	10 754			
Goodwill	341			

b- Impact de l'acquisition sur les flux de trésorerie

Prix d'acquisition de l'entité (valeurs actualisées)	A=A1+A2	12 314	
<i>dont prix garanti</i>	A1	9 940	
<i>dont complément de prix</i>	A2	2 374	
Prix d'acquisition décaissé	B=B1+B2	-3 822	
<i>dont anciens actionnaires</i>	B1	-3 689	
<i>dont couts annexes</i>	B2	-133	
Dettes contractées	C=A-B	8 492	
Trésorerie acquise	D	922	
Effet entrée de périmètre	F=B+D	-2 900	
Dettes financières nettes des entrantes hors trésorerie	G	0	
Effet entrée de périmètre net	H=F+G	-2 900	

5.3.2 - Immobilisations incorporelles nettes

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010

En milliers d'euros	1er janvier 2010	Mouvements de la période					31 décembre 2010
		Total	Augmentation dont générée en interne	dont acquise séparément	Diminution	Variation de périmètre	
Frais de développement	6 725	190	190	0			6 915
Technologie acquise	0	11 067		11 067			11 067
Concession, brevet et licence	398	61		61	0	3	462
En cours	0	0		0	0		0
Total valeur brute	7 123	11 318	190	11 128	0	3	18 444
Frais de développement (1)	1 692	546	546	0		0	2 238
Technologie acquise	0	738		738			738
Concession, brevet et licence	252	55	0	55		3	310
Total amortissements et pertes de valeur	1 944	1 339	546	793	0	3	3 286
Total valeur nette	5 179	9 979	-356	10 335	0	0	15 158
(1) dont dépréciation	149	0	0	0	0	0	149

Au cours de l'exercice 2010, de nouveaux frais de développement ont été enregistrés à l'actif du bilan pour un montant de 190 K€ en application des principes comptables définis en note 5.2.5 et en note 5.2.22 (pour ce qui concerne le crédit impôt recherche).

La technologie Humalex acquise a été valorisée à 11 067K€ au 31/12/2010 et l'amortissement constaté sur la période s'élève à 738K€.

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009

En milliers d'euros	1er janvier 2009	Mouvements de la période					31 décembre 2009
		Total	Augmentation dont générée en interne	dont acquise séparément	Diminution	Autres mouvements	
Frais de développement	6 610	115	115	0	0	0	6 725
Concession, brevet et licence	368	30	0	30	0	0	398
Total valeur brute	6 978	145	115	30	0	0	7 123
Frais de développement (1)	1 178	514	514	0	0		1 692
Concession, brevet et licence	201	51	0	51	0	0	252
Total amortissements et pertes de valeur	1 379	565	514	51	0	0	1 944
Total valeur nette	5 599	-420	-399	-21	0	0	5 179
(1) dont dépréciation	149	0	0	0	0	0	149

Au cours de l'exercice 2009, de nouveaux frais de développement ont été enregistrés à l'actif du bilan pour un montant de 115 K€ en application des principes comptables définis en note 5.2.5 et en note 5.2.22 (pour ce qui concerne le crédit impôt recherche).

5.3.2 – Immobilisations corporelles nettes

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010

En milliers d'euros	1er janvier 2010	Mouvements de la période				31 décembre 2010
		Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Autres mouvements	
Terrains	732	278				1 010
Constructions sur sol propre	1 660	3 012				4 672
Constructions sur sol d'autrui	108		-80			28
Construction, installations générales, agencements, aménagements	1 470	2 392				3 862
Installations techniques, matériel et outillages industriels (*)	5 255	1 433	-5	114		6 797
Installations générales, aménagements divers	498	19				517
Matériel de transport	36	13	-22			27
Matériel de bureau, informatique, mobilier	451	244	-1	39		733
Emballages récupérables	5					5
Immobilisations corporelles en cours	1 819	4 253			-6 059	13
Avances et acomptes	12	0			-12	0
Total valeur brute	12 046	11 644	-108	153	-6 071	17 664
Terrains	31	21				52
Constructions sur sol propre	316	146				462
Constructions sur sol d'autrui (2)	87	7	-78			16
Construction, installations générales, agencements, aménagements	637	212				849
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 932	811	-2	13		2 754
Installations générales, aménagements divers	42	39				81
Matériel de transport	36	4	-22			18
Matériel de bureau, informatique, mobilier	235	96	-1	12		342
Emballages récupérables	4	1		0		5
Total amortissements	3 320	1 337	-103	25	0	4 579
Pertes de valeur	0	0	0	0	0	0
Total valeur nette	8 726	10 307	-5	128	-6 071	13 085
(1) : dont dépréciation pour	45	0	-45			0

(*) incluant les matériels de Bioproduction.

Le groupe a achevé la construction de son nouveau laboratoire R&D à Saint-Herblain, les équipes se sont progressivement installées dans ces nouveaux locaux en juin 2010. Le coût total de la construction (infrastructure) de ce laboratoire s'élève à 5 972 K€. Une partie de ces coûts était enregistrée au 31/12/2009 pour 1 808K€. L'amortissement de ce laboratoire a démarré mi juin 2010.

Parallèlement, des investissements importants en matériels et mobilier ont été réalisés en 2010 pour équiper ce nouveau laboratoire pour environ 760 K€.

Suite à la libération des locaux du Chêne Lasse et de Bio-Ouest, les coûts de remise en état ont été comptabilisés en charges de l'exercice et la provision pour dépréciation constatée au 31/12/2009 pour 45K€ a été reprise.

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009

En milliers d'euros	1er janvier 2009	Mouvements de la période			31 décembre 2009
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Terrains	333	399	0	0	732
Constructions sur sol propre	1 660	0	0	0	1 660
Constructions sur sol d'autrui	108	0	0	0	108
Construction, installations générales, agencements, aménagements	1 470	0	0	0	1 470
Installations techniques, matériel et outillages industriels (*)	3 806	1 451	-2	0	5 255
Installations générales, aménagements divers	460	38			498
Matériel de transport	41	0	-5	0	36
Matériel de bureau, informatique, mobilier	318	133	0	0	451
Emballages récupérables	5	0	0	0	5
Immobilisations corporelles en cours	45	2 645	0	-871	1 819
Avances et acomptes	15	12	0	-15	12
Total valeur brute	8 261	4 678	-7	-886	12 046
Terrains	23	8	0	0	31
Constructions sur sol propre	242	74	0	0	316
Constructions sur sol d'autrui (2)	31	56	0	0	87
Construction, installations générales, agencements, aménagements	510	127	0	0	637
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 338	595	-1	0	1 932
Installations générales, aménagements divers	7	35			42
Matériel de transport	39	2	-5	0	36
Matériel de bureau, informatique, mobilier	178	57	0	0	235
Emballages récupérables	2	2	0	0	4
Total amortissements	2 370	956	-6	0	3 320
Pertes de valeur	0	0	0	0	0
Total valeur nette	5 891	3 722	-1	-886	8 726
(1) : dont dépréciation pour	0	45	0		45
(*) incluant les matériels de Bioproduction.					

La construction d'un nouveau bâtiment à proximité du site de la Chauvinière a commencé au cours de l'été 2009.

Le terrain a été acquis en 2009 pour 399 K€ et le coût de cette construction s'élève au 31/12/2009 à 1 808K€. Elle doit être achevée à la fin du 1^{er} semestre 2010.

Des investissements importants ont été réalisés en 2009 en matériel de laboratoire pour le département process développement à la suite de l'extension réalisée en 2008. Ils s'élèvent à 1 134 K€.

5.3.4. – Actifs financiers non courants

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010

En milliers d'euros	1er janvier 2010	Acquisitions	Cessions	Variation de périmètre	Autres mouvements	31 décembre 2010
Prêts (1)	40	17			-27	30
Dépôt et cautionnement	36	2	-21	5		22
Contrat de liquidité	355		-225			130
Total	431	19	-246	5	-27	182

(1) : prêts long terme dans le cadre de l'effort construction

Suite à l'introduction en bourse de Vivalis, un contrat de liquidité a été signé en juillet 2007 pour un montant s'élevant à 500 K€. Ce montant a été porté à 600 K€ en 2008. La partie liquidités de ce contrat de liquidité est de 130 K€ au 31 décembre 2010.

Les prêts longs termes dans le cadre de l'effort construction ont été actualisés sur 20 ans au taux de 3.32%, pour un impact de 27K€.

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2009	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2009
Prêts (1)	24	16		40
Dépôt et cautionnement	33	8	-5	36
Contrat de liquidité	61	292		353
Total	118	316	-5	429

(1) : prêts long terme dans le cadre de l'effort construction

Suite à l'introduction en bourse de Vivalis, un contrat de liquidité a été signé en juillet 2007 pour un montant s'élevant à 500 K€. Ce montant a été porté à 600 K€ en 2008. La partie liquidités de ce contrat de liquidité est de 353 K€ au 31 décembre 2009.

5.3.5. – Autres actifs non courants

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Impôt sur les sociétés et CIR	2 117	0
T.V.A.	0	0
Subventions	1 725	1 839
Personnel et comptes rattachés	4	4
Autres actifs non courants	3 846	1 843

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
CIR 2009	0	0
CIR 2010	2 117	0
Total créances impôts société et CIR (part à plus d'un an)	2 117	0

Au 31 décembre 2010, l'intégralité de la créance CIR sera perçue en 2013, la loi de finance 2011 ayant subordonné le bénéfice du remboursement l'année suivant sa constitution, aux seuls PME. La créance CIR de 2009 était classée en actif courant au 31/12/2009 (cf. note 5.3.8)

Au 31 décembre 2010, les créances au titre des subventions s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Attribué	Versé	Solde	dont non courant
OSEO (2006)	100	30	70	70
MINEFI (2006)	954	954	0	0
REGION (2008)	231	231	0	0
DIACT (2008)	550	220	330	330
ANR(2010)	541	162	379	244
REGION (2009)	894	894	0	0
OSEO (2009)	6 016	2 956	3 060	903
NANTES (2009)	894	358	536	178
DEPT 44 (2009)	87	44	43	0
Divers	27	26	1	0
Total Subventions (part à plus d'un an)	10 294	5 875	4 419	1 725

Au 31 décembre 2009, les créances au titre des subventions s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Attribué	Versé	Solde	dont non courant
OSEO (2006)	100	30	70	70
MINEFI (2006)	954	606	348	0
REGION (2008)	231	116	115	0
DIACT (2008)	550	220	330	330
REGION (2009)	894	447	447	0
OSEO (2009)	6 016	2 956	3 060	903
NANTES (2009)	894	0	894	536
DEPT 44 (2009)	87	44	43	0
Divers	34	15	19	0
Total Subventions (part à plus d'un an)	9 760	4 434	5 326	1 839

La part non courante des subventions est présentée en note 5.3.8

Dans le tableau des flux de trésorerie, les subventions d'investissement encaissées sont présentées dans les flux de trésorerie issus des opérations de financement et le solde dans les flux générés par l'activité.

5.3.6. – Stocks

a. Evolution du poste du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2010	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	31 décembre 2010
Matières premières	387	169		39	595
En-cours de production de biens	0				0
Total	387	169	0	39	595

b. Evolution du poste du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2009	Augmentation	Diminution	31 décembre 2009
Matières premières	334	53		387
En-cours de production de biens	0	0	0	0
Total	334	53	0	387

Aucune dépréciation n'a été constatée sur les stocks des exercices 2009 et 2010.

5.3.7. – Clients et comptes rattachés

a. Au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Clients	386		386
Clients douteux	0	0	0
Clients - factures à établir	94		94
Total	480	0	480

Au 31 décembre 2010, il n'y a plus de créances douteuses, le plan de recouvrement négocié ayant été parfaitement respecté. La provision pour dépréciation des comptes clients constatée en 2009 pour 57 K€ a donc été reprise.

b. Au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Clients	641		641
Clients douteux	67	-57	10
Clients - factures à établir	0		0
Total	708	-57	651

Au 31 décembre 2009, les créances d'un client de la Société ont été comptabilisées en créances douteuses, et une provision de 57 K€ a été constatée.

5.3.8. Autres actifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Impôt sur les sociétés, TP et CIR	4	1 138
T.V.A.	351	343
Subventions	2 694	3 487
Sécurité Sociale et autres organismes	44	30
Débiteurs divers	70	61
Charges constatées d'avance	146	115
Total autres actifs courants	3 309	5 174

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
CIR 2009	0	1 134
CIF 2009	0	2
Réduction d'impôts divers	4	2
Total créances impôts société et CIR (part à moins d'un an)	4	1 138

Au 31 décembre 2010, les créances au titre des subventions s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Attribué	Versé	Solde	dont courant
OSEO (2006)	100	30	70	0
MINEFI (2006)	954	954	0	0
REGION (2008)	231	231	0	0
DIACT (2008)	550	220	330	0
ANR(2010)	541	162	379	135
REGION (2009)	894	894	0	0
OSEO (2009)	6 016	2 956	3 060	2157
NANTES (2009)	894	358	536	358
DEPT 44 (2009)	87	44	43	43
Divers	27	26	1	1
Total Subventions (part à moins d'un an)	10 294	5 875	4 419	2 694

Au 31 décembre 2009, les créances au titre des subventions s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Attribué	Versé	Solde	dont courant
OSEO (2006)	100	30	70	0
MINEFI (2006)	954	606	348	348
REGION (2008)	231	116	115	115
DIACT (2008)	550	220	330	0
REGION (2009)	894	447	447	447
OSEO (2009)	6 016	2 956	3 060	2157
NANTES (2009)	894	0	894	358
DEPT 44 (2009)	87	44	43	43
Divers	34	15	19	19
Total Subventions (part à moins d'un an)	9 760	4 434	5 326	3 487

La part non courante des mêmes subventions pour 2010 et 2009 est présentée en note 5.3.5.

5.3.9 – Actifs financiers courants

Liminaire : voir en note 5.3.10 b la politique de la société en matière de gestion de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Valeurs mobilières de placement nanties	6 750	0
Certificats de Dépôt Négociables	1 005	0
Total Actifs financiers courants	7 755	0

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2010	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	31 décembre 2010
Valeurs mobilières de placement nanties	0			6 750	6 750
Certificats de Dépôt Négociables	0	1 005			1 005
Total	0	1 005	0	6 750	7 755

Les valeurs mobilières de placement ont été nanties à hauteur du crédit vendeur de la société Humalys sur le prix fixe, en contre-garantie de la caution accordée par une banque du groupe.

A fin 2010, les Certificats de Dépôts Négociables ont été souscrits en totalité auprès de la Caisse d'Epargne.

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2009	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2009
Certificats de Dépôt Négociables	4 013	0	-4 013	0
Total	4 013	0	-4 013	0

5.3.10 – Trésorerie nette

a. Eléments constitutifs de la trésorerie nette

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Disponibilités	18 793	6 075
Equivalents de trésorerie	15 955	17 488
<i>dont SICAV</i>	10 353	11 625
<i>dont Fonds commun de placement</i>	5 602	5 863
Trésorerie active	34 748	23 563
Concours bancaires	2	1
Trésorerie nette	34 746	23 562

b. Gestion de trésorerie

Le Groupe adopte une position conservatrice et prudente dans sa stratégie de gestion financière. Le Groupe répartit ses actifs auprès de plusieurs établissements bancaires français, et pour chacun d'eux dans plusieurs supports. Les banques du Groupe sont : le Crédit Agricole, LCL, Natixis, la Caisse d'Epargne, Le Crédit Mutuel.

La seconde répartition du risque est effectuée par le choix de trois catégories de support. La première catégorie est constituée par des CDN (Certificats de Dépôt Négociables) émis par les banques, à échéances courtes (moins de 1 an)

et des BMTN (Bons à Moyen terme Négociables). Ce support non réutilisé en 2009 en raison du caractère jugé non approprié conjoncturellement, a été utilisé de manière très limitée en 2010 suite à la disponibilité de trésorerie post augmentation de capital.

La seconde catégorie est constituée par des OPCVM monétaires. La sélection du Groupe exclut les SICAV et FCP recherchant à doper leur performance par des investissements à risques. Ces outils appartiennent tous à la catégorie « Monétaire euros ». Des informations détaillées sur ces supports sont données ci-dessous dans le document, et notamment leur classification en fonction des risques qu'ils portent et de leur volatilité sur 1 an.

La troisième catégorie est constituée par des Dépôts à Terme, à taux d'intérêt fixe ou progressif le plus souvent, sur des durées de 2 et 3 ans, voire 5 ans. Ces placements permettent des sorties anticipées, éventuellement avec des pénalités sur le taux servi.

Les mouvements intervenus au cours des exercices 2009 et 2010 se présentent comme suit (en valeur historique) :

*** Evolution du poste du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010**

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2010	Acquisitions	Cessions	Variation de périmètre	Autres mouvements (1)	31 décembre 2010
SICAV	11 625	40 518	-35 074	30	-6 746	10 353
Fonds commun de placement	5 863	15 239	-15 500			5 602
TOTAL	17 488	55 757	-50 574	30	-6 746	15 955

(1) dont 6 750 K€ de reclassement en actifs financiers courants (cf.5.3.9)

*** Evolution du poste du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009**

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2009	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements (1)	31 décembre 2009
SICAV	2 147	27 033	-17 557	2	11 625
Fonds commun de placement	16 254	42 939	-53 330		5 863
TOTAL	18 401	69 972	-70 887	2	17 488

c. Composition des équivalents de trésorerie au 31 décembre 2010

BANQUE	NOM	CATEGORIE	ISIN	MONTANT	CLASSIFICATION	OBJECTIFS	COMPOSITION-STRATEGIE D'INVESTISSEMENT	RISQUES	VOIABILITE 1 an (au 14/02/2010)	ECHÉANCE	CATEGORIE
1 CM-CIC ASSET MANAGEMENT	UNION CASH	FCP	FR000079825	992 510	Monétaire Euros	L'objectif est de réaliser une performance égale au marché monétaire (EONIA moyenne arithmétique) diminué des frais de gestion réels. Le style de gestion du fonds est actif afin d'obtenir une performance égale à celle du marché monétaire dans un contexte de risque de marché comparable à celui donné par son indice de référence, tout en respectant la régularité de la progression de la valeur liquidative.	La stratégie de gestion s'appuie principalement sur des investissements en titres de créances négociables et en obligations en Euros à référence monétaire. Pas d'exposition au risque action. Pas de risque de change pour le résident zone €. L'intensité du fonds est centrée sur les instruments du marché monétaire et obligataire.	Risque de crédit. Risque de contrepartie. Risque de perte en capital.	0,07	Durée de placement non recommandée : 7 jours	Equivalent de Trésorerie
2 Crédit Agricole - LCL	AMUNDI TRESO EONIA	FCP	FR0007435220	2 146 821	Monétaire Euros	L'objectif de gestion du fonds consiste à offrir aux investisseurs une performance supérieure à l'EONIA capitalisé diminué des frais de gestion réels.	L'investissement du fonds est réalisé sur les instruments du marché monétaire et obligataire.	Risque de crédit. Risque de contrepartie. Risque de perte en capital.	0,05	Durée de placement non recommandée : 1 jour	Equivalent de Trésorerie
3 CM-CIC ASSET MANAGEMENT	OCEAN TRESORERIE	FCP	FR0007045877	1 002 325	Monétaire Euros	L'objectif de gestion est similaire à celui du fonds maître, à savoir de réaliser une performance égale au marché monétaire (EONIA moyenne arithmétique) diminué des frais de gestion réels. Le style de gestion du fonds maître est actif afin d'obtenir une performance égale à celle du marché monétaire dans un contexte de risque de marché comparable à celui donné par son indice de référence, tout en respectant la régularité de la progression de la valeur liquidative.	Le fonds est investi en permanence et en totalité dans l'OPVCM maître CEMAST MONETAIRE, et à titre d'accessoire en liquidités. Le fonds maître s'appuie principalement sur des investissements en titres de créances négociables et en obligations en Euros à référence monétaire. Pas d'exposition au risque action. Pas de risque de change pour le résident zone €.	Risque de crédit. Risque de contrepartie. Risque de perte en capital.	0,04	Durée de placement non recommandée : supérieure à 7 jours	Equivalent de Trésorerie
4 NATIXIS	NATIXIS CASH EONIA	FCP	FR0007084926	1 460 104	Monétaire Euros	L'objectif du fonds est d'obtenir une progression de sa valeur liquidative supérieure au taux au jour le jour du marché interbancaire en euro (EONIA), diminué des frais de gestion, avec la plus grande régularité possible.	Le fonds est investi en permanence et en totalité dans l'OPVCM maître CEMAST MONETAIRE, et à titre d'accessoire en liquidités. Le fonds maître s'appuie principalement sur des investissements en titres de créances négociables et en obligations en Euros à référence monétaire. Pas d'exposition au risque action. Pas de risque de change pour le résident zone €.	Risque de crédit. Risque de contrepartie. Risque de perte en capital.	0,05	Durée de placement non recommandée : de quelques jours à quelques semaines	Equivalent de Trésorerie
5 Banque privée 1818	ABSOLU VEGA	SICAV	FR0000298457	2 507 501	Monétaire Euros	L'objectif du fonds est d'obtenir une progression de sa valeur liquidative supérieure au taux au jour le jour du marché interbancaire en euro (EONIA), diminué des frais de gestion.	Le fonds est investi en permanence et en totalité dans l'OPVCM maître CEMAST MONETAIRE, et à titre d'accessoire en liquidités. Le fonds maître s'appuie principalement sur des investissements en titres de créances négociables et en obligations en Euros à référence monétaire. Pas d'exposition au risque action. Pas de risque de change pour le résident zone €.	Risque de crédit. Risque de contrepartie. Risque de perte en capital.	0,05	Durée de placement non recommandée : de quelques jours à quelques semaines	Equivalent de Trésorerie
6a Crédit Agricole	SEQUIN	SICAV	FR00010114108	5 688 220	Monétaire Euros	Le fonds est un fonds monétaire dynamique dont l'objectif est d'obtenir, sur la durée de placement recommandée, une performance égale à l'EONIA capitalisé OIS, diminué des frais de gestion réels; ce taux correspond au rendement d'un placement au taux EONIA réajusté chaque jour ouvré.	Le fonds est investi en permanence et en totalité dans l'OPVCM maître CEMAST MONETAIRE, et à titre d'accessoire en liquidités. Le fonds maître s'appuie principalement sur des investissements en titres de créances négociables et en obligations en Euros à référence monétaire. Pas d'exposition au risque action. Pas de risque de change pour le résident zone €.	Risque de crédit. Risque de contrepartie. Risque de perte en capital.	0,04	Durée de placement non recommandée : d'une semaine.	Equivalent de Trésorerie
6b Crédit Agricole	SEQUIN	SICAV	FR00010114108	6 750 000	Monétaire Euros	Le fonds est un fonds monétaire dynamique dont l'objectif est d'obtenir, sur la durée de placement recommandée, une performance égale à l'EONIA capitalisé OIS, diminué des frais de gestion réels; ce taux correspond au rendement d'un placement au taux EONIA réajusté chaque jour ouvré.	Le fonds est investi en permanence et en totalité dans l'OPVCM maître CEMAST MONETAIRE, et à titre d'accessoire en liquidités. Le fonds maître s'appuie principalement sur des investissements en titres de créances négociables et en obligations en Euros à référence monétaire. Pas d'exposition au risque action. Pas de risque de change pour le résident zone €.	Risque de crédit. Risque de contrepartie. Risque de perte en capital.	0,04	Durée de placement non recommandée : d'une semaine.	Actif financier courant
7 NATIXIS	NATIXIS TRESO BURBOR 3 MOIS	SICAV	FR0000293714	2 157 711	Monétaire Euros	La SICAV a pour objectif d'obtenir une progression de sa valeur liquidative supérieure au taux au jour le jour du marché interbancaire en euro (EONIA), diminué des frais de gestion relatifs à chaque catégorie d'actions, avec la plus grande régularité possible. Ces frais de gestion maximums sont compris dans une fourchette allant de 0,20% à 0,50%, selon la catégorie d'actions.	Le portefeuille se compose majoritairement de titres de créances et valeurs assimilées de toutes natures, à court et moyen terme, essentiellement émis par des émetteurs privés dont la notation minimale long terme sera BBB - ou Baa3.	Risque de crédit. Risque de contrepartie. Risque de perte en capital.	0,05	Durée de placement non recommandée : 3 mois.	Equivalent de Trésorerie
8 Caisse d'Epargne	Certificat de dépôt	CDN	N/A	1 000 000	Certificat de dépôt Révocable	Taux fixe - intérêts post complés	Risque d'établissement CDP	Risque d'établissement CDP		9 mois - échéance au 29/04/2011	Actif financier courant
9 Crédit Agricole	DAT Entreprise 2 ans	DAT		2 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Risque d'établissement CRCA	Risque d'établissement CRCA		26/02/2011	Equivalent de Trésorerie
10 Crédit Agricole	DAT Entreprise 2 ans	DAT		2 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Risque d'établissement CRCA	Risque d'établissement CRCA		30/06/2011	Equivalent de Trésorerie
11 Crédit Agricole	DAT Entreprise 2 ans	DAT		5 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Risque d'établissement CRCA	Risque d'établissement CRCA		29/07/2012	Equivalent de Trésorerie
12 Caisse d'Epargne	DAT Capio Préassurance 3 ans	DAT		1 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Risque d'établissement CDP	Risque d'établissement CDP		03/07/2012	Equivalent de Trésorerie
13 Caisse d'Epargne	DAT Capio Préassurance 3 ans	DAT		1 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Risque d'établissement CDP	Risque d'établissement CDP		02/07/2012	Equivalent de Trésorerie
14 Caisse d'Epargne	DAT Capio Préassurance 3 ans	DAT		5 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Risque d'établissement CDP	Risque d'établissement CDP		29/07/2013	Equivalent de Trésorerie
15 Crédit Mutuel	Compte à terme 2 ans	DAT		1 000 000	Dépôt à terme	Taux fixe - intérêts post complés	Risque d'établissement CDP	Risque d'établissement CDP		29/07/2012	Equivalent de Trésorerie
16 Crédit Mutuel	Compte à terme 2 ans	DAT		1 000 000	Dépôt à terme	Taux fixe - intérêts post complés	Risque d'établissement CDP	Risque d'établissement CDP		29/07/2012	Equivalent de Trésorerie
17 Crédit Agricole	DAT Entreprise 3 ans	DAT		100 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Risque d'établissement CRCA	Risque d'établissement CRCA		29/07/2012	Equivalent de Trésorerie
18 Crédit Agricole	DAT Sécurité 5 ans	DAT		200 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Risque d'établissement CRCA	Risque d'établissement CRCA		29/07/2012	Equivalent de Trésorerie
19 Crédit Agricole	DAT Sécurité 5 ans	DAT		100 000	Dépôt à terme	Taux progressif - intérêts post complés	Risque d'établissement CRCA	Risque d'établissement CRCA		24/04/2012	Equivalent de Trésorerie
CDN	Intérêts courus sur	CDN		5 382	Certificat de dépôt Révocable	Taux fixe - intérêts post complés	Risque d'établissement CRCA	Risque d'établissement CRCA		24/02/2014	Equivalent de Trésorerie
DAT	Intérêts courus sur	DAT		327 607	Dépôt à terme	Taux fixe - intérêts post complés	Risque d'établissement CRCA	Risque d'établissement CRCA		13/01/2014	Equivalent de Trésorerie
Disponibilités	Disponibilités	Disponibilités		5 687	Disponibilité	Taux fixes et progressifs - intérêts post complés					Actif financier courant
FCP	FCP			5 601 760							Trésorerie
SICAV	SICAV			17 103 432							
CDN	CDN			1 005 382							
DAT	DAT			18 787 607							
Disponibilité	Disponibilité			5 687							
				42 503 868							
				7 755 382							
				34 742 799							
				5 687							
				42 503 868							

c. Composition des équivalents de trésorerie au 31 décembre 2009

BANQUE	NOM	CATEGORIE	ISIN	MONTANT	CLASSIFICATION	OBJECTIFS	COMPOSITION-STRATEGIE D'INVESTISSEMENT	RISQUES	VOLATILITE 1 an (au 30/09/2010)	ECHEANCE	CATEGORIE
1 CM4-CIC ASSET MANAGEMENT	UNION CASH	FCP	FR0000979825	1 000 007	Monnaire Euros	L'objectif est de réaliser une performance égale au marché monétaire (EONIA) diminué des frais de gestion nets. La politique de gestion est orientée notamment sur des titres de durée courte ou qui permet une progression très régulière de la valeur liquidative adaptée aux placements sur courte période	La stratégie de gestion s'appuie sur des investissements en titres de créance négociables et en obligations en Euros à référence immédiate. Pas d'exposition au risque action.	Risques de change pour le résident zone C. Risque de taux d'intérêt. Risque de crédit	0,38	Durée de placement min recommandée 7 jours	Equivalent de Trésorerie
2 Crédit Agricole	MONE 3M	FCP	FR0010187997	736 559	Monnaire Euros	L'objectif de gestion du FCP vise à offrir aux investisseurs une performance égale à l'EONIA Capitalisé diminuée des frais de gestion et de fonctionnement du fonds.	L'univers d'investissement du Fonds est limité aux titres de créance négociables et obligations en Euros à référence immédiate. Pas d'exposition au risque action.	Risque de crédit Risque de change pour le résident zone C. Risque de taux d'intérêt. Risque de contrepartie	0,13	Durée de placement min recommandée 3 ans	Equivalent de Trésorerie
3 CM4-CIC ASSET MANAGEMENT	OCEAN TREASORERIE	FCP	Pas soumis à agrément AMF	804 324	Monnaire Euros	Ce FCP est destiné aux investisseurs qui recherchent un placement privilégiant la régularité de l'évolution de la valeur liquidative.	Le portefeuille sera principalement composé d'obligations, de titres de créance négociables, ainsi que de titres assimilés et sera exposé à un ou plusieurs marchés de taux de la zone euro. Ocean Trésorerie pourra effectuer des opérations sur les marchés de gré à gré (lets que swaps, caps, floors et collars...) dans la limite de 100 % de l'actif du FCP. Il pourra également effectuer des opérations de pensions. Le FCP pourra investir dans différents OPCVM entre 5 et 50 % de son actif.	Risque de crédit Risque de change pour le résident zone C. Risque de taux d'intérêt. Risque de contrepartie	nd	Durée de placement min recommandée 10 jours	Equivalent de Trésorerie
4 Caisse d'Epargne	ECUREIL EXPANSION	FCP	FR0010057083	1 439 743	Monnaire Euros	Ecureil Expansion a pour objectif d'obtenir une performance similaire à celle de l'indice Eonia diminuée des frais de gestion nets, en sélectionnant des titres monétaires et obligataires permettant d'obtenir un rendement sans risque.	L'actif d'Ecureil Expansion est composé d'actifs obligataires, de titres de créance ou d'instruments du marché monétaire. La maturité des titres en portefeuille est comprise entre 0 et 3 ans. Les emprunts d'espèces, les pensions, les dépôts et les instruments dérivés peuvent être utilisés dans le cadre de la gestion de l'actif du Fonds. Les instruments dérivés ayant pour objectif d'exposer ou couvrir l'actif du Fonds sur les taux d'intérêt. L'actif peut également être composé de parts ou d'actions d'OPCVM dans le cadre de la gestion de la trésorerie de l'actif.	Risque de crédit Risque de change pour le résident zone C. Risque de taux d'intérêt. Risque de contrepartie	0,15	Durée de placement min recommandée de quelques jours à 3 mois	Equivalent de Trésorerie
5 Crédit Lyonnais	MONETAIRE LARGE	FCP	FR0007430772	1 861 796	Monnaire Euros	L'objectif de gestion du Fonds consiste à offrir aux investisseurs une performance supérieure à une performance supérieure à l'EONIA capitalisé diminué des frais de gestion nets.	L'actif du Fonds est investi en totalité et en permanence au travers du fonds CAAM TRESO MONETAIRE et accessoirement en liquidités. La stratégie d'investissement du maître est d'investir sur les instruments du marché monétaire et obligataire.	Risque de crédit Risque de change pour le résident zone C. Risque de taux d'intérêt. Risque de contrepartie	0,18	Durée de placement min recommandée 1 semaine	Equivalent de Trésorerie
6 Crédit Agricole	SEQUIN	SICAV	FR0010114108	11 625 601	Monnaire Euros	Le fonds est un fonds monétaire dynamique dont l'objectif est de surperformer l'indice Eonia capitalisé de 1,5% sur une durée minimum de placement recommandée de 18 mois.	L'actif du Fonds est investi en totalité et en permanence au travers du fonds CAAM TRESO MONETAIRE et accessoirement en liquidités. La stratégie d'investissement du maître est d'investir sur les instruments du marché monétaire et obligataire.	Risque de change pour le résident zone C. Risque de taux d'intérêt. Risque de contrepartie	0,17	Durée de placement min recommandée 1,5 an	Equivalent de Trésorerie
7 Crédit Agricole	DAT Entreprises 2 ans	DAT		2 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - Intérêts post comptés					Equivalent de Trésorerie
8 Crédit Agricole	DAT Entreprises 2 ans	DAT		2 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - Intérêts post comptés					Equivalent de Trésorerie
9 Caisse d'Epargne	DAT Capito Prestance	DAT		2 000 000	Dépôt à terme	Taux progressif - Intérêts post comptés					Equivalent de Trésorerie
10 Intérêts courts sur DAT	Disponibilité	Disponibilité		68 180	Dépôt à terme	Taux progressif - Intérêts post comptés					Equivalent de Trésorerie
FCP	Disponibilité	Disponibilité		5 412	Disponibilité						Trésorerie
SICAV	Disponibilité	Disponibilité		11 625 601	Disponibilité						Equivalent de Trésorerie
DAT	Disponibilité	Disponibilité		6 068 180	Disponibilité						Equivalent de Trésorerie
Disponibilité	Disponibilité	Disponibilité		5 412	Disponibilité						Equivalent de Trésorerie
				23 561 932							Trésorerie

5.3.11 – Capitaux propres

a. Au 31 décembre 2010

Le capital social d'un montant de 3 149 K€ est composé au 31 décembre 2010 de 20.993. 647 actions dont 8.359.095 actions au porteur d'une valeur nominale unitaire de 0,15 € intégralement libérée.

Les primes d'émission ont été versées successivement :

- en 2002 lors d'une augmentation de capital ;
- en 2003 lors de l'émission de bons de souscription d'actions ;
- entre 2004 et 2010 lors de nouvelles augmentations de capital chaque année.

Au 31 décembre 2010, le capital était principalement détenu (pourcentage arrondis) à 52% par le holding « Groupe Grimaud La Corbière S.A. » et pour 40% par le flottant. Le reste du capital social (8 %) est essentiellement détenu par des investisseurs financiers, des salariés et le management.

Il n'a été versé aucun dividende au cours de l'exercice 2010.

b. Au 31 décembre 2009

Le capital social d'un montant de 2 220 K€ est composé au 31 décembre 2009 de 14.799.131 actions dont 4.562.590 actions au porteur d'une valeur nominale unitaire de 0,15 € intégralement libérée.

Les primes d'émission ont été versées successivement :

- en 2002 lors d'une augmentation de capital ;
- en 2003 lors de l'émission de bons de souscription d'actions ;
- et entre 2004 et 2009 lors de nouvelles augmentations de capital chaque année.

Au 31 décembre 2009, le capital était principalement détenu (pourcentage arrondis) à 53% par le holding « Groupe Grimaud La Corbière S.A. » et pour 31% par le flottant. Le reste du capital social (16 %) est essentiellement détenu par des investisseurs financiers, des salariés et le management.

Il n'a été versé aucun dividende au cours de l'exercice 2009.

5.3.12 - Provisions pour engagements envers le personnel

a. Hypothèses retenues

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont décrites ci-après :

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Taux d'actualisation	3.3%	3.6%
Taux d'augmentation des salaires	2.5%	2.5%
Taux de rotation du personnel	8,2%	8.0%
Taux de charges sociales	44.0%	46.8%
Durée de vie active moyenne restante des salariés (en années)	30.6	30.9

b. Variation de l'engagement net et réconciliation de la provision

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Engagement à l'ouverture de la période	46	30
Engagement à la clôture de la période	81	46
Provision à l'ouverture de la période	46	30
Changement de méthode	0	0
Dotation de la période	35	16
Reprise de la période	0	0
Provision à la clôture de la période	81	46

5.3.13 - Emprunts bancaires

Le détail des emprunts bancaires aux 31 décembre 2009 et 2010 se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>		31 décembre 2010	31 décembre 2009
Emprunt CA 1000 KE du 31/01/05	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,65%	426	526
Emprunt CA 800 KE du 31/12/09	taux variable EURIBOR 3 mois + 1,10%	721	800
Emprunt CM 890 KE du 31/01/05	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,60%	379	469
Emprunt CM 450 KE du 16/06/05	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,50%	96	161
Emprunt CM 400 KE du 25/04/06	taux fixe 3,60%	144	201
Emprunt CM 400 KE du 10/08/07	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,70%	215	272
Emprunt CM 1200 KE du 08/08/08	taux fixe 5,45%	869	1 025
Emprunt CM 600 KE du 23/12/09	taux variable EURIBOR 3 mois + 1,25%	541	600
Emprunt CM 1 030 KE du 18/06/10	taux fixe 2,70%	959	0
Emprunt CE 940 KE du 10/01/05	taux variable CODEVI + 1%	442	539
Emprunt CE 250 KE du 20/04/06	taux variable CODEVI + 0,90%	97	134
Emprunt CE 400 KE du 10/08/07	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,70%	232	287
Emprunt CE 300 KE du 25/07/08	taux fixe 5,40%	230	270
Emprunt CE 600 KE du 23/12/09	taux variable EURIBOR 1 mois + 1,20%	540	600
Emprunt LCL 500 KE du 23/12/09	taux variable EURIBOR 1 mois + 1,25%	450	500
Emprunt LCL 470 KE du 30/07/10	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,80%	455	0
Concours bancaires courants, soldes créditeurs de banque		2	1
Total		6 798	6 385
- dont part courante		1 257	1 024
- dont part non courante		5 541	5 361

Les dates indiquées sont celles de début d'échéancier.

Aucun covenant n'est associé à ces emprunts qui ont été utilisés pour financer une partie des travaux liés à la construction des laboratoires de Vivalis et leur équipement.

Une convention de répartition de SWAP de taux a été mise en place le 11 juin 2010 entre Groupe Grimaud et la société Vivalis, suite à la conclusion par Groupe Grimaud et la banque Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CACIB) d'un contrat de SWAP de taux pour une durée de trois années.

Dans le cadre de cette convention de répartition, la couverture pour la société Vivalis des ses encours à taux variables est de 18,37% du total du contrat pour la première année, représentant ainsi 2 204K€ au 31 décembre 2010. Cette couverture pour Vivalis sera réajustée aux dates anniversaires du contrat, à 1.856 K€ au 30 juin 2011 et 1.479 K€ au 30 juin 2012.

Le contrat de swap de taux prévoit la perception par GLC chaque trimestre de l'Euribor 3 mois et le paiement d'un taux fixe de 1,31%.

a. Au 31 décembre 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Total dettes financières	6 798	1 257	4 203	1 338
dont emprunts souscrits dans l'exercice	1 500			
dont emprunts remboursés dans l'exercice	1 091			

b. Au 31 décembre 2009

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Total dettes financières	6 385	1 024	3 835	1 526
dont emprunts souscrits dans l'exercice	2 500			
dont emprunts remboursés dans l'exercice	728			

5.3.14 - Autres passifs non courants et courants

Les postes « Autres passifs non courants » et « Autres passifs courants » sont constitués des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Part non courante		Part courante	
	31 décembre 2010	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Subventions d'investissement	1 034	1 234	187	170
Avances conditionnées	4 558	4 558	0	0
Prestations de recherches (PCA)	0	0	270	623
Up-front et milestones payments	4 344	4 226	5 056	1 464
Subventions d'exploitation (PCA)	815	1 000	472	711
Dettes sur immobilisations	0	0	564	739
Dettes sur acquisition filiale	5 897	0	2 728	0
Autres dettes d'exploitation	0	0	27	0
Total des autres passifs	16 648	11 018	9 304	3 707

a. Subventions d'investissement

a. Subventions d'investissement

En milliers d'euros	MENRT 04G608	REGION NANTES	MINEFI 6075	REGION EPF
Montant accordé	441	500	954	111
Date de l'octroi	5 janvier 2005	13 septembre 2005	11 août 2005	12 octobre 2006
Montant net au 01/01/2007	441	446	954	111
Octroi exercice 2007	0	0	0	0
Reclassement en subv.exploitation (1)	-236	0	-828	0
Subv rapportée au Résultat 2007	-23	-75	0	0
Montant net au 31/12/2007	182	371	126	111
Octroi exercice 2008	0	0	0	0
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0	0
Subv rapportée au Résultat 2008	-21	-75	0	-5
Montant net au 31/12/2008	161	296	126	106
Octroi exercice 2009	0	0	0	0
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0	0
Subv rapportée au Résultat 2009	-20	-69	0	-10
Montant net au 31/12/2009	141	227	126	96
Octroi exercice 2010	0	0	0	0
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0	0
Subv rapportée au Résultat 2010	-20	-65	0	-11
Montant net au 31/12/2010	121	162	126	85

En milliers d'euros	REGION EPF	REGION EPF	REGION Energie	Oseo Vivabio	DEPT 44 Nvx Labo	TOTAL	dont courant	dont non courant
Montant accordé	137	115	15	556	87			
Date de l'octroi	12 octobre 2006	12 octobre 2006	15 décembre 2008	26 juin 2009	13 octobre 2009			
Montant net au 01/01/2007	0	0	0			1 953		
Octroi exercice 2007	137	0	0			137		
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0			-1 064		
Subv rapportée au Résultat 2007	0	0	0			-98		
Montant net au 31/12/2007	137	0	0			928	121	807
Octroi exercice 2008	0	115	15			130		
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0			0		
Subv rapportée au Résultat 2008	-20	-7	0			-128		
Montant net au 31/12/2008	117	108	15			930	128	802
Octroi exercice 2009	0	0	0	556	87	643		
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0		0	0		
Subv rapportée au Résultat 2009	-1	-9	0	-59	0	-168		
Montant net au 31/12/2009	116	99	15	497	87	1 404	170	1 234
Octroi exercice 2010	0	0	0	0	0	0		
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0	0	0	0		
Subv rapportée au Résultat 2010	-13	-11	-2	-59	-2	-183		
Montant net au 31/12/2010	103	88	13	438	85	1 221	187	1 034

Dans le tableau des flux de trésorerie, les subventions d'investissement encaissées sont présentées dans les flux de trésorerie issus des opérations de financement, le solde dans les flux générés par l'activité, et la quote-part rapportée au résultat étant annulée au niveau des opérations sans incidence sur la trésorerie.

b. Avances conditionnées

En milliers d'euros	ANVAR A9908130R	REGION PDL	OSEO Vivabio	NANTES Metrop.	TOTAL
Montant accordé	880	894	2 770	894	
Date de l'octroi	3 mai 2000	22 mai 2009	26 juin 2009	16 novembre 2009	
Montant Net au 01/01/2009	0	0	0	0	0
Octroi exercice 2009	0	894	2 770	894	4 558
Remboursement au cours de l'exercice 2009	0	0	0	0	0
Abandon de créances de l'OSEO - ANVAR	0	0	0	0	0
Montant Net au 31/12/2009	0	894	2 770	894	4 558
Octroi exercice 2010	0	0	0	0	0
Remboursement au cours de l'exercice 2010	0	0	0	0	0
Abandon de créances de l'OSEO - ANVAR	0	0	0	0	0
Montant Net au 31/12/2010	0	894	2 770	894	4 558

Dans le tableau des flux de trésorerie, les avances conditionnées encaissées sont présentées dans les flux de trésorerie issus des opérations de financement et le solde dans les flux générés par l'activité.

c. Prestations, upfront et milestones payments

Les produits constatés d'avance au titre des up-front et milestones payments correspondent à l'étalement de la comptabilisation des produits au titre des paiements forfaitaires perçus dans le cadre des concessions de licence (cf. note 5.2.21).

d. Subventions d'exploitation (produits constatés d'avance)

<i>En milliers d'euros</i>	DATAR	ANVAR	MINEFI	DIAC	REGION	Oseo	ANR	Divers	TOTAL	dont courant	dont non courant
Montant accordé	441	100	954	550	610	2 690	541				
PCA au 01/01/2007	308	100	0	0	72				480		
Reclassement de subv d'invest			829						829		
Octroi exercice 2007	0	0	0	0	274				274		
Subv rapportée au Résultat 2007	-110	-5	-143	0	-222				-480		
Montant net au 31/12/2007	198	95	686	0	124				1 103	435	668
Octroi exercice 2008	0	0	0	550	115				665		
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0	0	0				0		
Subv rapportée au Résultat 2008	-88	-25	-311	0	-209				-633		
Montant net au 31/12/2008	110	70	375	550	30				1 135	350	785
Octroi exercice 2009	0	0	0	0	0	2 690			2 690		
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0	0	0				0		
Subv rapportée au Résultat 2009	-110	0	-375	-30	-30	-1 569			-2 114		
Montant net au 31/12/2009	0	70	0	520	0	1 121			1 711	711	1000
Octroi exercice 2010	0						541	29	541		
Reclassement en subv.exploitation	0								0		
Subv rapportée au Résultat 2010	0	0	0	-160	0	-718	-87	-28	-993		
Montant net au 31/12/2010	0	70	0	360	0	403	454	1	1 287	472	815

5.3.15 - Fournisseurs et comptes rattachés

Le poste « Fournisseurs et comptes rattachés » est composé des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Fournisseurs d'exploitation	504	641
Effets à payer	19	43
Fournisseurs - Factures non parvenues	344	300
Total	867	984

Au 31 décembre 2010 comme au 31 décembre 2009, toutes les échéances sont inférieures à un an.

5.3.16 - Dettes fiscales et sociales

Le poste « Dettes fiscales et sociales » est composé des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
T.V.A. à payer	69	67
Autres dettes fiscales	73	170
Rémunération du personnel	536	415
Charges sociales	818	632
Total des dettes fiscales et sociales	1 496	1 284

Au 31 décembre 2010 comme au 31 décembre 2009, toutes les échéances sont inférieures à un an.

5.4. NOTES AU COMPTE DE RESULTAT

5.4.1. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Prestations de recherche	1 674	735
Produits de licensing	3 167	2 361
Total	4 841	3 096

Les produits des activités ordinaires par destination des ventes se répartissent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Ventes en France	1 516	345
Ventes à l'export	3 325	2 751
Total	4 841	3 096

5.4.2. Production immobilisée

Le poste « Production immobilisée » est composé des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Frais de développement	190	115
Immobilisations corporelles	69	0
Total	259	115

Les frais de développement activé ne concernent plus depuis 2009 que les frais de brevets.

En 2010, la production immobilisée sur immobilisations corporelles concerne la construction du nouveau laboratoire de recherche de la société Vivalis.

5.4.3. Subventions d'exploitation

Le poste « Subventions d'exploitation » est constitué des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
ANVAR	87	0
DATAR	0	99
ANRT	12	14
Région Pays de Loire	102	119
MENRT	20	20
MINEFI	0	375
DIACT	160	30
OSEO	777	1 628
Département	2	0
Autres	16	4
Total	1 176	2 289

La DIACT a accordé à Vivalis une subvention en 2008 de 550 K€. Les montants inscrits en subvention résultent des emplois créés sur la période. Un produit de 10 K€ est enregistré par emploi créé. Le produit constaté sur 2010 est de 160 K€.

L'ANR a accordé une subvention de 541 K€ en 2010. Le produit constaté sur 2010 est de 87 K€.

OSEO a accordé en 2009 une subvention « VIVABIO » d'un montant total de 2 690 K€. Le produit constaté sur 2010 est de 718 K€. Le produit est basé sur les dépenses engagées par Vivalis depuis le 27 mai 2008, date de début du financement). Il est évalué en fonction des coûts réels engagés par lot en comparaison au budget prévu contractuellement pour chacun de ces lots, dans la limite d'un dépassement plafonné à 10% du budget.

En 2010, la société a arrêté de constater le produit à compter du 8 octobre 2010, date à laquelle notre partenaire Innate Pharma a pris la décision d'arrêter le développement de son produit. En conséquence, OSEO a souhaité faire un point d'étape à cette date en suspendant la poursuite du financement du programme à la réalisation d'un audit technique.

5.4.4. Autres produits

Le poste « Autres produits » est uniquement constitué du Crédit Impôt Recherche.

5.4.5. Autres achats et charges externes

Le poste « Autres achats et charges externes » est constitué des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Travaux par tiers divers	867	769
Honoraires	1 464	877
Entretien et réparations	553	442
Prestations administratives	252	261
Frais de déplacement	281	195
Locations immobilières	114	141
Charges locatives	44	47
Analyses	78	115
Primes d'assurance	55	41
Missions et réceptions	135	85
Traitement déchets et ordures	64	72
Energie	113	68
Frais postaux et de télécommunication	93	59
Colloques, séminaires, conférences	84	51
Publicité, publications, rel.pub	46	50
Transport divers	95	66
Autres	317	232
Total	4 655	3 571

En 2009 et 2010, les travaux par tiers concernent les travaux de contrôle qualité nécessités pour la caractérisation de la lignée cellulaire EB66, ainsi que certains travaux externalisés dans le cadre des programmes anti-hépatite C.

En 2010, les honoraires comprennent notamment des frais engagés par la Société pour l'évaluation et l'acquisition d'une nouvelle technologie.

5.4.6. Impôts et taxes

Le poste « Impôt et taxes » est constitué des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Impôts et taxes sur rémunérations	97	73
Formation	69	54
Efforts construction	0	-2
Taxe d'apprentissage	28	21
Autres impôts et taxes	130	45
Impôts locaux	29	26
Taxe professionnelle	1	-13
CFE-CVAE	28	0
Taxe sur les véhicules de sociétés	4	2
Taxe ORGANIC	14	9
Impôt forfaitaire annuel	0	4
Contribution Emploi Handicapés	18	12
Retenues à la source	0	4
Droits d'enregistrement et de timbres	33	0
Autres impôts et taxes	3	1
Total	227	118

5.4.7. Personnel

a. Effectifs

Effectif moyen	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Cadres et professions intellectuelles supérieures	59.4	43
Professions intermédiaires	32.0	26
Employés	3.0	3
Ouvriers	1.0	0
Personnel détachés	0.0	0
Total	95.4	72

Effectif présent au 31 décembre 2010 : 100 salariés dont 91 CDI et 9 CDD

Effectif présent au 31 décembre 2009 : 78 salariés dont 65 CDI et 13 CDD

b. Charges de personnel

Le poste « Charges de personnel » est constitué des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Salaires et traitements	4 350	3 225
Charges sociales	1 974	1 465
Sous-total	6 324	4 690
Charges sur avantages du personnel (voir note 5.2.15)	35	16
Charges annuelles liées aux paiements sur base d'actions (voir note 5.2.14)	564	892
Total	6 923	5 598

Les charges liées aux paiements sur base d'actions sont détaillées en note 5.4.12

c. Rémunérations allouées aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Rémunération fixe	388	355
Rémunération variable	69	60
Charges annuelles liée aux paiements sur base d'actions	140	545
Avantages en nature	6	5
Total Membres du Directoire	603	965
Charges annuelles liée aux paiements sur base d'actions	24	44
Jetons de présence	40	40
Total Membres du Conseil de Surveillance	64	84
TOTAL	667	1 049
Attributions d'actions gratuites	0	162 000
membres du Directoire	0	162 000
membres du Conseil de Surveillance	néant	néant
Stocks Options (nombre d'actions souscrites)	0	0
membres du Directoire	0	0
membres du Conseil de Surveillance	0	0
Bons de Souscriptions d'Actions (nb d'actions souscrites)	0	0
membres du Directoire	0	0
membres du Conseil de Surveillance	0	0

e. Droits individuels à la formation

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Droit acquis en heures sur l'exercice	1 712	1 195
Heures cumulées n'ayant pas donné lieu à demande	4 246	2 738

5.4.8. Amortissements, provisions et pertes de valeur

Le poste « Amortissements, provisions et pertes de valeur » est constitué des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Amortissement sur immobilisations incorporelles (Voir note 5.3.2)	1 339	565
Amortissement sur immobilisations corporelles (Voir note 5.3.3)	1 336	911
Dépréciation/ perte de valeur sur immobilisations	-45	45
Total Immobilisations	2 630	1 521
Dépréciation/ perte de valeur sur actifs circulants	-56	56
Dotations provisions risques et charges	12	0
Total général	2 586	1 577

5.4.9. Autres charges

Le poste « Autres charges » est constitué des éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Redevances INRA / NCSU	188	145
Charges annuelles liées aux paiements sur base d'actions (hors salariés)	24	44
Autres charges	66	79
Total Autres charges	278	268

5.4.10. Impôts

a. Charge d'impôt / Taux effectif

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Résultat net	-7 962	-6 144
Produit / (charge) d'impôt exigible		0
Impôts différés sur génération et reversement des différences temporelles	-61	
Report déficitaire non reconnu précédemment (1)	1 549	0
Produit / (charge) d'impôt	1 488	0
Résultat avant impôt	-9 450	-6 144

Compte tenu des déficits d'impôts, le taux de charge effectif d'impôt n'est pas présenté.

(1) cf. note 5.2.22

b. Preuve d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Résultat avant impôt	-9 450	-6 144
Taux d'imposition	33.33%	33.33%
Produit/(charge) d'impôt théorique	3 150	2 048
Augmentation/réduction du produit/(charge) d'impôt résultant de :		
- Crédit d'impôt		
- Non reconnaissance d'impôt différé sur déficit fiscal et différences temporaires	-1 662	-2 048
- Autres différences permanentes	0	0
Produit/(charge) réel(le) d'impôt	1 488	0

c. Déficits fiscaux reportables non activés

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Déficits reportable à l'ouverture de la période	13 824	9 996
Déficits nés au cours de la période	11 542	7 405
Déficits consommés au cours de la période	-2 623	-3 577
Déficits antérieurs activés/écart d'évaluation immobilisation incorporelle	-10 329	
Déficits antérieurs utilisé /Bénéfice filiale	-802	
Déficits perdus au cours de la période		
Déficits reportables à la clôture de la période	11 612	13 824

Les déficits consommés au cours des périodes résultent de l'imputation sur les déficits à taux ordinaires des produits de cession de la propriété intellectuelle taxables à taux réduit.

d. Déficits fiscaux reportables activés

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Déficits reportable à l'ouverture de la période	0	0
Déficits antérieurs activés	10 329	
Déficits nés au cours de la période	0	0
Déficits consommés au cours de la période	0	0
Déficits antérieurs utilisé /Bénéfice filiale	0	0
Déficits perdus au cours de la période		0
Déficits reportables à la clôture de la période	10 329	0
Impôt différé actif	1 549	0
Valeur nette de la technologie acquise	10 329	0
Impôt différé passif	-1 549	0

En 2010, un actif d'impôt différé a été comptabilisé pour neutraliser l'impôt différé passif généré par l'écart d'évaluation affecté à la valeur de la technologie Humalex acquise. Compte tenu de la Transmission Universelle de Patrimoine de la société Humalys avec effet rétroactif fiscal au 1^{er} janvier 2010, les impôts différés actifs et passifs ont été compensés dans la mesure où ils ne concernent qu'une seule entité fiscale. Les impôts différés sont reconnus à 15%, car les produits de la Société seront essentiellement taxables à 15%.

5.4.11. Résultats par action

		31 décembre 2010	31 décembre 2009
Résultat net de base (en milliers d'euros)	(a)	-7 962	-6 144
Nombre d'actions ordinaires à l'ouverture de la période :		14 799 131	14 500 631
- Augmentations de capital (nombre moyen pondéré)		2 660 208	120 958
- Actions propres (nombre moyen pondéré)		32 193	27 302
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice :	(b)	17 491 532	14 648 891
Résultat net de base par action (en euro)	(a) / (b)	-0.35	-0.42

Compte tenu des résultats déficitaires, le résultat dilué est considéré identique au résultat de base.

5.4.12. Paiements sur bases d'actions

La charge comptable annuelle liée à l'ensemble des paiements sur bases d'actions s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Plans de stocks options attribués aux salariés et membres du directoire (note 5.4.12 a)	16	14
Actions gratuites (note 5.4.12 b)	548	878
<i>Sous total</i>	564	892
Bons de souscription d'actions attribués à des membres du Conseil de Surveillance (note 5.4.12 c)	24	44
Total	588	936

a. Plans de stocks options

[illegible]

b. Actions gratuites

[illegible]

c. Bons de souscription d'actions

	BSA 19				
	tr.1	tr.2	tr.3	tr.4	total
Date de décision de l'AGE	18/05/2007				
Date d'attribution par le Directoire	27/08/2007				
Nombre d'années de vesting	1	2	3	4	
Nombre total de BSA souscrits	11 250	11 250	11 250	11 250	45 000
Nombre de BSA souscrits au 1/1/2007					0
Nombre de BSA souscrits en 2007	11 250	11 250	11 250	11 250	45 000
Nombre de BSA en cours au 31/12/2007	11 250	11 250	11 250	11 250	45 000
Nombre de BSA en cours au 31/12/2008	11 250	11 250	11 250	11 250	45 000
Nombre de BSA caduques au 31/12/2009	11 250				11 250
Nombre de BSA en cours au 31/12/2009	0	11 250	11 250	11 250	33 750
Nombre de BSA en cours au 31/12/2010	0	11 250	11 250	11 250	33 750
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	
Parité BSA/actions	1.07	1.07	1.07	1.07	
Valeur de l'action à la date d'octroi	10.51 €	10.51 €	10.51 €	10.51 €	
Prix de souscription des actions	8.41 €	8.41 €	8.41 €	8.41 €	
Volatilité attendue	29.50%	29.50%	29.50%	29.50%	
Taux d'actualisation	3.06%	3.06%	3.06%	3.06%	
Taux de turnover	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	
Juste valeur d'un BSA	4.28 €	4.28 €	4.28 €	4.28 €	
Valorisation initiale (K€) (milliers d'euros)	48	48	48	48	
Charge comptable 2010	0	0	11	13	24
Charge comptable 2009	16	16	12	0	44
Charge comptable 2008	32	24	16	12	84
Charge comptable 2007	16	8	6	4	34

BSA 19 : Autorisation d'attribuer 60.000 bons de souscription d'actions dits BSA 19, seuls 45.000 BSA 19 ont été souscrits. 15.000 BSA 19 sont devenus caduques le 18 mai 2008.

5.4.13. Informations sectorielles

Compte tenu de l'absence de filiale en 2009, il n'était considéré qu'un seul secteur opérationnel sur cet exercice.

a. Comptes de résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2010	EB66	3DS	Humalex	Non affecté	31/12/2009
Prestations de recherche	1 674	968		706		735
Produits de licensing	3 167	2 799		368		2 361
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	4 841	3 767	-	1 074	-	3 096
Production stockée						
Production immobilisée	259				259	115
Subventions d'exploitation	1 176	777	87	-	312	2 289
Autres produits	2 119	1 773	313	33	-	1 138
PRODUITS OPERATIONNELS COURANTS	8 395	6 317	400	1 107	571	6 638
Achats de matières premières et autres approvisionnements	2 312	1 751	319	242	-	1 854
Variation de stocks	169	104	12	54	-	53
Autres achats et charges externes	4 655	1 640	469	909	1 637	3 571
Impôts, taxes et versements assimilés	227	39	32	15	141	118
Charges de personnel	6 923	3 934	636	603	1 750	5 598
Amortissements, provisions et pertes de valeur	2 586	1 568	162	769	87	1 577
Autres charges	278	106	35	66	71	268
CHARGES OPERATIONNELLES COURANTES	16 812	8 935	1 641	2 550	3 686	12 933
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	- 8 417	- 2 618	- 1 242	- 1 443	- 3 115	- 6 295
Produits opérationnels non courants						
Charges opérationnelles non courantes	- 636	-	-	- 636	-	
RESULTAT OPERATIONNEL	- 9 053	- 2 618	- 1 242	- 2 079	- 3 115	- 6 295
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	389				389	312
Coût de l'endettement financier brut	- 786			- 584	- 202	- 161
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 397	-	-	- 584	187	151
RESULTAT AVANT IMPOT	- 9 450	- 2 618	- 1 242	- 2 663	- 2 928	- 6 144
Impôts sur les bénéfices	1 488				1 488	
RESULTAT NET	- 7 962	- 2 618	- 1 242	- 2 663	- 1 440	- 6 144

b. Eléments du bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2010	EB66	3DS	Humalex	Non affecté	31/12/2009
Goodwill	341			341		-
Immobilisations incorporelles	15 158	3 697	1 073	10 329	59	5 179
Immobilisations corporelles	13 085	4 803	146	235	7 901	8 726
Actifs financiers non courants	182			7	175	431
Autres actifs non courants	3 846	903	244	31	2 668	1 843
ACTIFS NON COURANTS	32 612	9 403	1 463	10 943	10 803	16 179
Stocks	595	452	50	93		387
Clients et comptes rattachés	480	203		277		651
Autres actifs courants	3 309	2 157	135	63	954	5 174
Actifs financiers courants	7 755				7 755	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 748				34 748	23 563
ACTIFS COURANTS	46 887	2 812	185	433	43 457	29 775
TOTAL ACTIF	79 499	12 215	1 648	11 376	54 260	45 954
Provisions	17				17	
Provisions pour engagements envers le personnel	81	30	5	35	11	46
Emprunts bancaires	5 541				5 541	5 361
Autres passifs non courants	16 648	5 648	429	7 942	2 630	11 019
PASSIFS NON COURANTS	22 287	5 678	434	7 977	8 198	16 426
Provisions						
Emprunts bancaires	1 257				1 257	1 024
Fournisseurs et comptes rattachés	867			67	800	984
Dettes fiscales et sociales	1 496	819	144	103	430	1 284
Autres passifs courants	9 304	4 733	151	3 313	1 107	3 707
PASSIFS COURANTS	12 924	5 551	296	3 483	3 594	6 999
TOTAL PASSIF COURANT /NON COURANT	35 211	11 229	730	11 460	11 792	23 425

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. Engagements et passifs éventuels

6.1.1 Dettes garanties par des suretés réelles

En milliers d'euros	31 décembre 2010	31 décembre 2009
- nantissement matériel	240	362
- nantissement sur titres de participation	6 750	

6.1.2 Engagements hors bilan

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Engagements donnés		
- complément de prix potentiel sur titres de participation (1)	12 626	
- crédit bail mobilier	10	15
- clause de retour à meilleure fortune accordée à l'ANVAR	100	100
- retours financiers sur avances remboursables OSEO (2)	6 230	6 230
- retours financiers et remboursement subventions conditionnés	692	692
- mandat d'hypothèque sur emprunts	3 771	4 325
- Intérêts à échoir sur emprunts	554	565
Total engagements donnés	23 982	11 926
Engagements reçus		
- subvention du Dépit 44 construction Laennec	45	45
- cautionnements reçus de la société mère Groupe GRIMAUD		
emprunt CRCA sur 10 ans	441	545
emprunt CM sur 10 ans	392	484
emprunt CM sur 7 ans	2 250	1 473
emprunt CEP sur 10 ans	469	570
emprunt CEP sur 7 ans	239	296
emprunt LCL sur 7 ans	483	
- cautionnements reçus du CRCA		
dettes sur titres de participation (3)	6 750	
- ligne de crédit accordée par CRCA	50	50
- ligne de crédit accordée par CM	50	50
Total engagements reçus	11 169	3 513

- (1) Le montant maximum du complément de prix dans le cadre de l'acquisition de la technologie Humalex est de 15 M€ sur une durée de 15 ans (2025), moins 2 374 K€ de valeur actualisée du complément de prix retenu dans la valorisation de cet incorporel (cf. note 5.3.1).
- (2) Le montant maximal du remboursement des avances remboursables dans le cadre du programme Vivabio est de 9 M€ sur une durée maximale de 9 ans à compter de l'occurrence du fait générateur du remboursement de l'aide perçue, comptabilisé pour un montant de 2 770 K€ (cf. note 5.3.14).
- (3) Le cautionnement du CRCA est lui-même garanti par le nantissement d'OPVCM (cf. 5.3.9).

6.1.3 Passifs éventuels

Au mieux de notre connaissance, le Groupe n'est pas exposé à des passifs éventuels.

Aucune provision n'est constituée par la société en ce qui concerne les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et les plans d'attribution d'actions gratuites. En effet, la société prévoit d'émettre des actions nouvelles lors des attributions et souscriptions définitives futures.

6.2. Informations relatives aux parties liées

Les parties liées concernent exclusivement les relations avec les sociétés du groupe Grimaud, elles concernent à la fois une convention d'animation de groupe et la réalisation de prestations de services diverses par le groupe Grimaud au bénéfice de Vivalis.

Ces prestations constituent soit des opérations courantes (prestations en matière comptable, de paye, trésorerie, analyses sanitaires, contrat de répartition de couverture de swap de taux, couverture d'assurance, ressources humaines et informatiques) soit des opérations réglementées (cautionnement), et ont donné lieu pour l'exercice 2010 à la facturation de 109 K€, dont on retrouve 96K€ au 31/12/2010 en dettes fournisseurs.

De plus, le Conseil de surveillance du 28 mars 2007 a autorisé le Directoire de Vivalis à conclure une convention d'animation de groupe avec Groupe Grimaud, par laquelle ce dernier a pour rôle d'animer le groupe et d'en assurer la cohérence et la rentabilité. Cette convention a été conclue pour une durée d'une année reconductible par tacite reconduction. Le montant de la prestation s'est élevé à 148 K€ pour l'exercice 2010, dont on retrouve 11K€ en dettes fournisseurs au 31/12/2010.

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Immobilisations financières		
- Participations		
- Créances rattachés à des participations		
Créances		
- Créances clients et comptes rattachés		
- Autres créances		
Dettes		
- Emprunts et dettes financières divers		
- Fournisseurs et comptes rattachés	106	85
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
- Autres dettes		
Chiffre d'affaires		
Produits exceptionnels		
Transfert de charges d'exploitation	0	0
Charges d'exploitation		
- Achats de matières premières et approvisionnement	0	1
- Autres achats et charges externes	372	310
- Autres achats d'exploitation		
Charges financières		
- Intérêts et charges assimilées	6	

6.3. Exposition de la Société aux risques financiers

6.3.1. Risques liés aux taux d'intérêts

La Société est exposée à des risques de marché dans le cadre de la gestion à la fois de ses liquidités et de ses dettes à moyen et long terme.

Concernant les liquidités, le risque de taux est piloté par des procédures de suivi et de validation existantes au niveau du groupe. Les liquidités sont en outre principalement investies dans des valeurs mobilières de placement à capitaux garantis à échéance et offrant une grande qualité de signature (Voir note 5.3.10).

Le Groupe s'est par ailleurs endetté afin de financer ses investissements. Le montant des dettes financières d'emprunt au 31 décembre 2010 s'élève à 6 798 K€ (6 385K€ au 31 décembre 2009), dont 2 204 K€ (1 496 K€ au 31 décembre 2009) sont à taux fixe (Voir note 5.3.13). Les taux variables sont fondés sur l'EURIBOR 3 mois, l'EURIBOR 1 mois ou le CODEVI.

La Société bénéficiant d'un contrat de couverture de taux d'intérêt au 31 décembre 2010 par l'intermédiaire de sa société mère Grimaud La Corbière SA, le risque de taux sur ses emprunts à taux variable est donc limité. En complément, son exposition nette (Passifs Financiers- Actifs Financiers) aboutit à une position nette positive étant donné sa forte trésorerie.

6.3.2. Risques liés aux devises

La Groupe est peu exposé au risque de change du dollar US ou de toute autre devise. Ainsi le Groupe n'a pris, à ce stade de son développement, aucune disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de change. Le Groupe suivra l'évolution de son exposition au risque de change en fonction de l'évolution de sa situation. La stratégie du Groupe est d'utiliser l'euro comme devise principale dans le cadre de la signature de contrats. Cependant, le Groupe pourrait éventuellement souscrire des contrats de couverture de change dans le futur, si le besoin apparaissait, et si les risques étaient jugés significatifs.

6.4. Evénements postérieurs à la clôture

6.4.1. Transmission universelle de patrimoine de la société HUMALYS.

Suite à la décision du Directoire du 22 novembre 2010, il a été procédé à la transmission universelle de patrimoine (TUP) de la société Humalys au profit de la société Vivalis avec un effet en date du 3 janvier 2011. La société Humalys a été dissoute sans liquidation.

Dans ce cadre, la société Vivalis a demandé et obtenu auprès de l'Administration Fiscale de bénéficier du régime de faveur permettant le transfert des déficits reportables de la société Humalys à Vivalis.

Cette opération réalisée sans rétroactivité comptable aux valeurs nettes comptable de l'actif cédé générera un mali de confusion évalué à 8 064 K€. Il correspond en totalité à la valeur des immobilisations incorporelles relatives aux frais de développement de la technologie Humalex non activée dans les comptes de la société Humalys.

Par ailleurs, cette opération de fusion s'est effectuée avec une rétroactivité fiscale à la date du premier jour de l'exercice fiscal ayant enregistré la décision de dissolution sans liquidation, à savoir le 1^{er} janvier 2010.

6.4.2. Audit technique du programme VIVABIO (OSEO)

Comme précisé au point 5.4.3, Vivalis a informé OSEO de l'arrêt du développement de son produit IPH 4101, par la société INNATE PHARMA, un des partenaires du programme Vivabio. OSEO a alors demandé un audit technique du programme. Un expert a été désigné début janvier 2011. L'audit a été diligenté auprès des 2 partenaires fin janvier. A ce jour, les conclusions du rapport de l'expert, ainsi que la décision d'Oseo sur la poursuite de cette partie du programme, ne nous ont pas été communiquées.